

Histoire et Philatélie

Le Canada



Pour les timbres-poste, la numérotation Yvert et Tellier a été choisie

Table des matières

I. Les premiers contacts (XVI^e siècle)

II. Les débuts de la colonisation (XVII^e siècle)

III. La domination britannique (XVIII^e siècle)

IV. L'évolution vers l'autonomie (XIX^e siècle)

A) Le régime représentatif (1791-1840)

B) Le gouvernement responsable (1840-1867)

C) Le Dominion du Canada (à partir de 1867)

V. Vers le Canada moderne (XX^e siècle)

VI. La situation actuelle

I. Les premiers contacts (XVI^e siècle)

Le Canada est un des plus grands pays du monde, avec ses neuf millions de km². Sa structure est assez simple, une vaste étendue de roches qui se déploie en demi-cercle autour de la baie d'Hudson: l'on a donné à ce demi-cercle le nom de "bouclier canadien". A la base de ce bouclier, on trouve des zones de plaines, limitées à l'ouest par les Rocky Mountains.

Avant l'arrivée des Européens, les tribus indigènes formaient un peuplement clairsemé. Ces tribus étaient essentiellement représentées par des populations indiennes, qui n'avaient cependant que peu de liens communs, avec une diversité considérable de langues et de coutumes.

La plupart de ces tribus vivaient une existence purement nomade, déterminée par les déplacements des animaux dont ils se nourrissaient. Les rares tribus sédentaires étaient les plus évoluées et les mieux organisées, avec une agriculture rudimentaire. Il s'agit surtout des Hurons, des Neutres et des Iroquois, établis dans la région des grands lacs. Il faut encore mentionner les tribus de la côte du Pacifique, qui vivaient surtout de poisson et de la chasse aux phoques. Et finalement, sous les latitudes arctiques, il y avait les Esquimaux, qui chassaient le caribou et se livraient à la pêche dans les lacs et les rivières. Ils s'abritaient en été sous la tente, en hiver ils se protégeaient des intempéries dans des iglos.

C'est avec les Vikings que le Canada et l'Europe sont entrés en contact, à partir du IX^e siècle. On connaît les récits des voyages de Leif Ericson et de Thorfinn Karlsefni vers l'an mille : ils hivernèrent sur le littoral canadien en un lieu appelé Vinland.



Islande, 1992, n° 715



*États-Unis., 1968, n° 862
Leif Ericson*



Islande, 2000, n° 885



*Islande, 2000, n° 882
Thorfinn Karlsefni*

Jusqu'au XIII^e siècle, les Scandinaves ont exploré une large partie du littoral, mais sans grands contacts entre eux et les indigènes. Le déclin de la colonie scandinave au Groenland vers le XIII^e siècle a mis fin à ces rencontres.



Islande, 2000, n° 883



*1986, n° 965
Les Vikings*



Islande, 2000, n° 884

Il est difficile de dire qui fut le premier navigateur de l'Europe occidentale à avoir atteint les rivages canadiens. C'est peut-être le Portugais João Vaz Corte-Real. Il y a un manque absolu d'informations objectives concernant la biographie de ce navigateur portugais du XV^e siècle, et toutes les données proviennent d'une seule source, fortement sujette à caution : l'historien Gaspar Frutuoso.

Selon cette source, il aurait entrepris deux voyages d'exploration vers le nord-ouest de l'Océan Atlantique, afin de trouver une route occidentale vers l'Asie.

Le premier voyage fut financé par des armateurs danois, en 1472. Au cours de cette navigation, il aurait atteint les côtes américaines, remontant le fleuve Hudson, longeant les côtes canadiennes, puis passant au large de l'île de Terre-Neuve.

Lors de son second voyage, en 1474, accompagné de ses fils Miguel et Gaspar, il retourna vers cette île, qu'il nomma "Terra Nova o Bacalhau". Cette île, qui n'a jamais été identifiée avec certitude, pourrait être Terre-Neuve, ce qui ferait de Corte-Real le précurseur de Christophe Colomb de plus de vingt ans.



*Portugal, 1996, n° 2104
500^e anniversaire de la mort de João Vaz Corte-Real*

Nous possédons plus d'informations concernant la biographie et les voyages de John Cabot.

D'origine italienne - son vrai nom était Giovanni Caboto -, il est né vers 1450. Ayant entendu parler du premier voyage couronné de succès de Christophe Colomb, il offrit sans succès ses services à l'Espagne et au Portugal, et il se tourna finalement vers l'Angleterre, s'installant à Bristol. Le roi Henri VII le chargea d'entreprendre une expédition dans le but de rechercher dans le nord-ouest de l'Amérique le passage vers les Indes.

Cabot quitta Bristol en mai 1497 à bord du *Matthew*, et atteignit la côte canadienne le 24 juin 1497. Le lieu exact où il toucha terre est inconnu et revendiqué par plusieurs sites, mais c'est le cap Bonavista, sur le littoral oriental de Terre-Neuve, qui semble le plus probable. Il explora la côte pendant quelque temps avant de repartir pour l'Angleterre. Il disparut pendant un nouveau voyage en 1498. Son fils, Sebastian Cabot, aurait également effectué un voyage vers le Canada vers 1508 pour continuer l'œuvre de son père, mais les historiens sont très méfiants quant à la véracité des exploits du fils, et certains affirment même que ce voyage n'eut jamais lieu, le fils essayant simplement de s'attribuer les mérites qui revenaient au père !



Terre-Neuve, 1897, n° 49

Le portrait du timbre ne serait pas celui de John Cabot, mais celui de son fils Sebastian à la fin de sa vie



*Terre-Neuve, 1947, n° 231
450^e anniversaire
du voyage de John Cabot*



1986, n° 966



*1997, n° 1519
500^e anniversaire
du voyage de John Cabot*



*Terre-Neuve, 1897, n° 55
Le Matthew, navire de John Cabot*



1949, n° 229



*Terre-Neuve, 1897, n° 50
Cap Bonavista*

Après Cabot, les voyages en partance de l'Europe vers le nord du Nouveau Monde se succédèrent à un rythme de plus en plus rapide. Un des plus importants est celui de l'Italien Giovanni da Verrazzano, qui en 1524 fut envoyé au Nouveau Monde par le roi de France François I^{er} pour explorer la zone comprise entre la Floride et Terre-Neuve, afin d'y découvrir un accès donnant sur l'océan Pacifique. Il fut cependant le premier à affirmer qu'il n'y avait pas de connection entre le Nouveau Monde et l'Asie ou l'Afrique.



*Italie, 1964, n°s 914 & P.A. 144
Giovanni da Verrazzano*

Rapidement, des marins français, portugais et anglais commencèrent à pêcher la morue, abondante dans les eaux au large de Terre-Neuve, tandis que les Basques s'occupèrent surtout à chasser la baleine.

Les voyages d'exploration de l'Amérique du Nord prirent une nouvelle ampleur avec Jacques Cartier. Né à Saint-Malo en 1491, il s'embarqua une première fois vers l'Amérique du Nord en 1534, avec deux navires et un équipage de 61 hommes. Il explora minutieusement le golfe du Saint-Laurent, nouant des contacts avec les Indiens Iroquois et Micmacs. Pendant son deuxième voyage (1535-1536), il remonta le fleuve Saint-Laurent jusque Hochelaga, qu'il nomma Mont Royal et qui deviendra plus tard Montréal. En 1541-1542, il entreprit un troisième voyage, avec moins de succès. De retour en France, il prit sa retraite et mourut à Saint-Malo en 1557. Le nom "Canada" a été introduit par Cartier : c'était le "royaume de Kanata", la région occupée par les Iroquois, avec pour centre Stadaconé, qui deviendra plus tard Québec.



1855, n° 8



1859, n° 17

Jacques Cartier (facsimilés)



1984, n° 869

Carte maximum de Jacques Cartier



France, 1934, n°s 296/297



400^e anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier au Canada



1934, n° 170



France, 1984, n° 2307

450^e anniversaire de l'arrivée de Cartier au Canada



1984, n° 869



1908, n° 86

Cartier & Champlain



1978, n° 665



1908, n° 92

Arrivée de Cartier devant Québec

La deuxième moitié du XVI^e siècle se distingue par les premières tentatives de colonisation et de peuplement. Ces tentatives furent pratiquement toutes des échecs. L'absence de soutien de la part des nations européennes, les maladies, le manque total de préparation pour s'adapter à une nouvelle vie en coexistence avec les indigènes enlevaient toute perspective de succès aux efforts de peuplement. Le seul point qui intéressait les gouvernements et les centres commerciaux européens était purement lucratif : essayer de s'assurer le monopole du commerce de pelleteries.

Les tentatives de Jean-François de La Rocque de Roberval (1542- 1543), de Troilus de La Roche de Mesgouez (1598) et de Pierre de Chauvin de Tonnetuit (1600) furent autant d'échecs, et il faut attendre Champlain pour voir s'amorcer les premiers succès.

Pendant ce temps, l'exploration de l'Amérique du Nord continuait : il faut surtout signaler les voyages de Frobisher et de Hudson.

Martin Frobisher (1535-1594) explora en 1576, 1577 et 1578, en trois voyages successifs, la région de l'île de Baffin, espérant y trouver, pour le compte de l'Angleterre, de l'or et d'autres riches minerais.



Grande-Bretagne, 1972, n° 654

Sir Martin Frobisher



1963, n° 335

Henry Hudson (1570-1611) était obsédé par la volonté de découvrir un passage vers l'Asie à travers l'océan Arctique. Après trois voyages, en 1607, 1608 et 1609, il entreprit en 1610 un quatrième voyage au cours duquel il explora, à bord de son navire *Discovery*, les côtes du Labrador et toute la baie qui porte maintenant son nom (baie d'Hudson). Il périt en 1611, abandonné par son équipage qui s'était mutiné devant son refus de rebrousser chemin.



1986, n° 967



Grande-Bretagne, 1972, n° 655

Henry Hudson



Bulgarie, 1990, n° 3295

II. Les débuts de la colonisation (XVII^e siècle)

Les premiers quatre siècles de l'histoire du Canada peuvent être résumés en une phrase : une lutte pratiquement ininterrompue entre l'Angleterre et la France.

La colonisation au XVII^e siècle suit ce schéma : les explorateurs ont de moins en moins le souci de faire oeuvre de géographe ou de cartographe, mais sont de plus en plus préoccupés par le souci d'acquérir de nouveaux territoires au nom de la couronne de France ou d'Angleterre.

En ce qui concerne l'Angleterre, les efforts vont initialement se concentrer sur l'île de Terre-Neuve (Newfoundland). Le premier nom est encore un homme du XVI^e siècle : Humphrey Gilbert (1537-1583). Député et homme de cour, Humphrey Gilbert s'était illustré en Irlande. En 1583, il fut chargé par la reine Elisabeth de prendre possession, au nom de la couronne d'Angleterre, de territoires en Amérique du Nord. À la tête d'une flottille de cinq vaisseaux, il atteint Terre-Neuve, et le 5 août 1583, il déclara très solennellement prendre possession de Terre-Neuve (et de toutes les terres s'étendant 200 lieues de part et d'autre, au nord comme au sud) au nom de la couronne d'Angleterre. Il périt le 9 septembre 1583, lors du voyage de retour.



Sir Humphrey Gilbert



Compton Castle, Devonshire



Collège d'Eton



Armoiries de H. Gilbert



*La reine donnant à H. Gilbert
ses lettres de navigation*



Départ de Plymouth



Arrivée à St. John's



*Prise de possession de l'île
(5 août 1583)*



*"The Token", bijou offert
par la reine Elisabeth*



Armoiries royales



H. Gilbert à bord du Squirrel



La reine Elisabeth



*Carte de Terre-Neuve (1624)
Terre-Neuve, 1933, n°s 187/200*



Statue de H. Gilbert à Truro

Série émise pour le 350^e anniversaire de la prise de possession de Terre-Neuve par Sir Humphrey Gilbert



1983, n° 853

400^e anniversaire de la prise de possession de Terre-Neuve par Sir Humphrey Gilbert

La première véritable colonisation de l'île de Terre-Neuve fut l'oeuvre de John Guy. Maire de Bristol, il reçut le soutien du roi Jacques I^{er} pour fonder une colonie sur l'île. Lors d'un voyage préparatoire en 1608, il choisit Cuper's Cove (actuellement Cupids) comme le meilleur emplacement pour l'établissement d'une colonie. En 1610, 39 colons s'y installèrent, sous ses ordres. Il fit encore un voyage en 1612, amenant des nouveaux colons, des vivres et du matériel. C'est le premier effort de colonisation au Canada qui fut couronné de succès.



L'Endeavour, navire de John Guy



John Guy

Terre-Neuve, 1910, n°s 72/82



Vue de Cupids

Timbres de la série émise pour le 300^e anniversaire de la première colonisation de Terre-Neuve par John Guy



2010, n° 2542

400^e anniversaire de l'établissement anglais de Cupids

À la même époque, les Français, eux aussi, étaient loin d'être inactifs. Les premières tentatives de colonisation de la Nouvelle-France eurent lieu au tout début du XVII^e siècle. Le nom de Nouvelle-France fut donné à l'ensemble des possessions françaises en Amérique du Nord. Ce nom fut donné déjà en 1524 par Giovanni da Verrazzano, qui avait effectué son voyage au nom du roi de France François I^{er}. À son apogée, la Nouvelle-France était constituée des possessions françaises au Canada, de l'Acadie et de la Louisiane.

La première expédition de colonisation fut l'oeuvre de Pierre Dugua de Mons, qui chercha à fonder un établissement dans le sud-est du Canada, en Acadie. Un jeune géographe et cartographe participait à l'expédition : Samuel de Champlain.

Pierre Dugua de Mons s'installa d'abord sur l'île Sainte-Croix, à l'embouchure du fleuve du même nom, qui forme actuellement la frontière entre l'état du Maine aux Etats-Unis et la province du Nouveau-Brunswick au Canada. Après un hiver particulièrement pénible, l'établissement fut transféré en 1605 sur la terre ferme, en un lieu appelé Port-Royal, en Nouvelle-Écosse.



2004, n° 2086



France, 2004, n° 3678

Pierre Dugua de Mons



2005, n° 2170

Port-Royal

En 1607, la colonie de Port-Royal fut abandonnée, après que les privilèges de commerce de Pierre Dugua de Mons avaient été révoqués. Champlain avait pourtant fait en peu de temps de l'établissement un succès, explorant dans la même période les côtes canadiennes et américaines. Port-Royal fut laissé aux soins d'Henri Membertou, un indien Micmac qui entretenait des rapports cordiaux avec Champlain. Il fut le premier autochtone à être baptisé en Amérique du Nord, le 24 juin 1610.

Dès 1608, Champlain repartit pour l'Amérique du Nord, remonta le Saint-Laurent, et fonda le 3 juillet 1608 un établissement, qu'il nomma Québec, ce qui signifie en algonquin (le langage indigène local) "l'endroit où la rivière se rétrécit". Champlain avait compris que c'était un excellent endroit pour s'assurer du monopole sur la traite des fourrures de l'arrière-pays.

Pour assurer la sécurité du lieu, Champlain dut s'allier avec les indigènes locaux (Hurons, Algonquins et Montagnais) contre leurs ennemis de toujours, les Iroquois. Cette alliance lui permit de faire oeuvre d'explorateur et de géographe, et il rassembla en 1632 toutes ces nouvelles données dans une carte qui demeure l'un des chefs-d'oeuvre de la cartographie canadienne.

Champlain voulait dès 1616 voir se développer la colonisation du Canada, mais il ne trouva que peu de soutien en France, et en 1627, la population de Québec était encore inférieure à cent personnes !

En 1629, une flotte anglaise dirigée par David Kirke bloqua le fleuve Saint-Laurent et s'empara de Québec. Mais dès 1632, par le traité de Saint-Germain-en-Laye, la France récupéra ses possessions au Canada, et parmi elles, Québec.



1908, n° 86
Cartier et Champlain



France, 1956, n° 1068
Samuel de Champlain



1908, n° 88
Maison de Champlain à Québec



1908, n° 91



1982, n° 787A

Départ de Champlain pour l'Ouest



*France, 1956, n° 1068
Carte maximum de Samuel de Champlain*



*1935, n° 189
Monument de Champlain à Québec*



*2007, n° 2304
Henri Membertou, chef Micmac
qui protégea Port-Royal de 1607 à 1610*



1908, n° 89
Vue de Québec vers 1700



1930, n° 152
Ancienne citadelle de Québec



1932, n° 167



1958, n° 306
*350^e anniversaire de la
fondation de Québec*



2008, n° 2351
400^e anniversaire de la fondation de Québec



France, 2008, n° 4182

Champlain, qui mourut à Québec le jour de Noël 1635, semble cependant avoir été peu motivé par la recherche désintéressée : il fut plutôt l'homme qui évaluait les choses exclusivement en fonction de l'utilité qu'elles pouvaient avoir pour ses propres projets. Plaire aux marchands et aux indigènes était pour lui plutôt une stratégie qu'un but. Et son projet, son obsession, était la fondation d'une colonie définitive pour la France. Sa volonté de revendiquer, de coloniser et d'évangéliser le Canada allait à l'encontre des intérêts de ses alliés indigènes, qui ne toléraient l'établissement de Québec qu'en échange de la protection qu'il assurait à la traite des fourrures. L'acharnement de Champlain à défendre, pendant 27 ans, l'idée d'une colonie a transformé d'une façon décisive les liens que la France entretenait alors avec les territoires et les populations du Canada.

Une destinée particulière de cette époque est celle d'Etienne Brûlé. De 1611 jusqu'à sa mort en 1633, il partagea la vie des Hurons, apprenant leur langue, s'habillant comme eux et adoptant leur mode de vie et leurs moeurs. Il est indiscutable qu'il voyagea dans des lieux dont la paternité de la découverte fut plus tard attribuée à d'autres.



1987, n° 984
Les pérégrinations d'Etienne Brûlé

Les successeurs de Champlain, qui portèrent le titre de gouverneur général - titre que Champlain ne reçut jamais - n'avaient pas son envergure. Il y eut une longue période de stagnation, surtout due à l'inertie de la Compagnie des Cent Associés, mise sur pied par Richelieu, et qui devait fournir les fonds destinés au développement de la Nouvelle-France. Mais il y eut l'élan religieux : les récollets d'abord, à partir de 1615, ensuite surtout les jésuites, à partir de 1632, mus par la perspective de convertir les populations indigènes, arrivèrent avec enthousiasme en Nouvelle-France.



*1987, n° 985
Missionnaire et Indiens*

C'est cet élan religieux qui fut à la base de la fondation de Montréal, en 1642. Ce fut l'oeuvre de Paul de Chomedey, Sieur de Maisonneuve. Issu d'une famille de gentilshommes champenois, il avait commencé très tôt une carrière militaire. Son noble caractère aspirant à aller en pays lointain servir son Dieu et son roi, il répondit avec enthousiasme à l'appel de colonisation du Canada.

Au printemps de 1641, deux navires appareillèrent de La Rochelle, emportant notamment Maisonneuve, et une femme d'une trempe exceptionnelle, Jeanne Mance, infirmière et économe du groupe, qui sera en 1642 la fondatrice de l'Hôtel-Dieu de Montréal.

La fondation sur le terrain eut lieu en octobre 1641, sur la colline de Mont-Royal. Ce n'était qu'un réduit modeste, protégé par de gros pieux contre les incursions des Iroquois, et sommé d'une croix de bois que Maisonneuve avait montée sur ses épaules.

Dans les années 1650, malgré l'idéalisme et le courage des fondateurs de Montréal, la société missionnaire s'effondra, tandis que la colonisation et le commerce devinrent la raison d'être de l'établissement.



*France, 1972, n° 1706
Paul de Chomedey, Sieur de Maisonneuve*



*1973, n° 498
Jeanne Mance*



*1992, n° 1234
La ville actuelle de Montréal
350^e anniversaire de la fondation de Montréal*



*1992, n° 1235
Fondation de Ville-Marie (Montréal)*

Cet élan religieux, surtout de la part des jésuites, fut à la base de nombreux voyages, où d'intrépides missionnaires s'enfoncèrent dans des territoires inconnus, pour rencontrer des indigènes à convertir. Le plus célèbre fut le jésuite Jacques Marquette, qui, avec Louis Jolliet, partit en 1673 vers le sud, traversa le lac Michigan, et suivit le cours du Mississippi jusqu'à son confluent avec l'Arkansas.



États-Unis, 1968, n° 859



1987, n° 986

Jacques Marquette et Louis Jolliet

La preuve de l'avancée religieuse en Nouvelle-France est l'érection du diocèse de Québec en 1674. Le premier évêque fut François de Montmorency-Laval, ecclésiastique austère et ferme, qui remplit toutefois ses fonctions avec beaucoup de sens pratique.



1973, n° 494

François de Montmorency-Laval, premier évêque de Québec

Un nouveau défi vint frapper les colons français au Canada : les guerres iroquoises. La puissante confédération iroquoise, familiarisée avec les armes européennes, commença par anéantir, entre 1645 et 1655, toutes les tribus rivales, comme les Hurons et les Neutres. À partir de 1660, les Iroquois se tournèrent contre les colons français de la vallée du Saint-Laurent.

La bataille la plus célèbre est celle de Long Sault, où Adam Dollard des Ormeaux, à la tête d'une poignée de colons, résista plusieurs jours aux attaques de l'armée iroquoise, avant de succomber, le 12 mai 1660. Il n'y eut pas de survivants.

Ce n'est qu'en 1667, après l'envoi d'importants renforts, que la paix fut signée entre les colons et les Iroquois.



1960, n° 317

300^e anniversaire de la bataille de Long Sault. Adam Dollard des Ormeaux

Louis XIV porta une attention minutieuse aux affaires coloniales. La Nouvelle-France fut annexée en 1663 au domaine royal, et Louis XIV eut la chance de disposer d'éminents ministres de la Marine (responsables à la fois de la marine et des colonies), dont le plus célèbre fut Colbert. L'autorité royale était exercée sur place, en Nouvelle-France, par deux hauts fonctionnaires : il y avait d'abord le gouverneur général, qui commandait les forces armées et qui dirigeait les relations étrangères, avec les indigènes et les rivaux britanniques. Ensuite il y avait l'intendant, responsable des finances, de la justice et du maintien de la police. Ils étaient assistés par un *Conseil Souverain*.

Le premier - et le plus éminent - de ces intendants fut Jean Talon (1626-1694). Grand réformateur, il réprima les pouvoirs de l'Église, et essaya de diversifier l'économie de la colonie en encourageant l'agriculture, la pêche et l'exploitation forestière. Il approuva et stimula les expéditions vers de nouveaux territoires, comme celle de Marquette et Jolliet et celle de Robert Cavelier de La Salle.

Il retourna en France en 1672, et alors vint le gouverneur général qui remplit son mandat avec le plus d'éclat : Louis de Buade, comte de Frontenac (1622-1698), qui occupa cette fonction de 1672 à 1682 et de 1689 à 1698.



1962, n° 325
Jean Talon



1972, n° 480

Louis de Buade, comte de Frontenac



St. Pierre & Miquelon, 1973, P.A. n° 55

Pendant son premier gouvernement, de 1672 à 1682, Frontenac s'occupa surtout de préserver la paix avec les Iroquois et de stimuler les expéditions d'explorations vers des régions de plus en plus profondes de l'arrière-pays canadien.

Son deuxième gouvernement fut plus difficile : la France et l'Angleterre étaient en guerre, se prolongeant dans les colonies canadiennes. Frontenac dut lutter contre l'ennemi anglais, auquel s'était associée la nation iroquoise. Cette guerre se termina par le traité de Rijswijk, en 1697.

Pendant la deuxième moitié du XVII^e siècle, ces dirigeants intelligents avaient stimulé les expéditions vers des régions toujours plus lointaines. Nous avons déjà parlé de celle de Jacques Marquette, accompagné de Louis Jolliet.

Il y eut les explorations de Médard Chouart des Groseilliers (1618-1696). Il accompagna d'abord les missionnaires jésuites auprès des Hurons dans la région du lac Huron, durant les années 1640. De 1654 à 1656, il explora la région de l'Ontario et du lac Supérieur.

En 1659 et 1660, avec son beau-frère Pierre-Esprit Radisson, il continua ses explorations autour du lac Supérieur, ramenant de grandes quantités de fourrures, qui furent cependant confisquées à son retour. C'est pourquoi il offrit sa grande expérience à l'Angleterre. C'est à son service qu'il repartit en 1668, conduisant le *Nonsuch* vers la baie d'Hudson par le nord, éliminant ainsi la nécessité de passer par le fleuve Saint-Laurent contrôlé par les Français. Le succès de cette mission entraîna en 1670 en Angleterre la création de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Il se réconcilia finalement avec les Français, rentrant au service de la France vers la fin de sa vie.



1987, n° 983
*Les voyages de Chouart des Groseilliers
et de Radisson*



1968, n° 403
*300^e anniversaire du
voyage du Nonsuch*

Il y eut également les célèbres expéditions de Robert Cavelier de La Salle (1643-1687). Il fut de 1658 à 1667 novice et scolastique chez les jésuites. Après sa rupture avec la Société, il passa à Québec, puis à Montréal, pour faire du commerce. En 1669-1670, il faisait son premier grand voyage. Il cherchait des castors, mais on suppose qu'il fut le premier Européen à avoir reconnu le cours de l'Ohio.

Après l'arrivée de Frontenac, gouverneur du Canada de 1672 à 1682, il profita de la protection de celui-ci, et fut chargé de la construction du fort Frontenac à la sortie du lac Ontario.

Il rapporta de France, en 1678, le privilège d'explorer "la partie occidentale du pays de la Nouvelle-France", avec le monopole du commerce. Il est le premier Européen à avoir exploré, avec son bateau le *Griffon*, les lacs américains, et, avec son chapelain Louis Hennepin, à avoir admiré les chutes du Niagara, en 1679.

Début 1682, avec son compagnon Henri de Tonti, partant de Fort Miami au lac Michigan, il descendit d'abord l'Illinois, puis le Mississippi, jusqu'à son embouchure. Il prit possession, au nom du roi Louis XIV, de la vallée du Mississippi, qu'il appela Louisiane.

S'étant mis en 1684 à la tête d'une escadre destinée à coloniser la Louisiane, La Salle ne put pas retrouver l'embouchure du Mississippi, débarqua au Texas, mais fut assassiné par ses compagnons en allant chercher des secours, dans les marécages du sud-est du Texas.



France, 1982, n° 2250



1966, n° 370
Robert Cavelier de La Salle



St. Pierre & Miquelon, 1973, P.A. n° 56

Alors que, en fin de compte, les choses évoluaient relativement bien pour les Français dans la vallée du Saint-Laurent, la situation était totalement différente en Acadie.

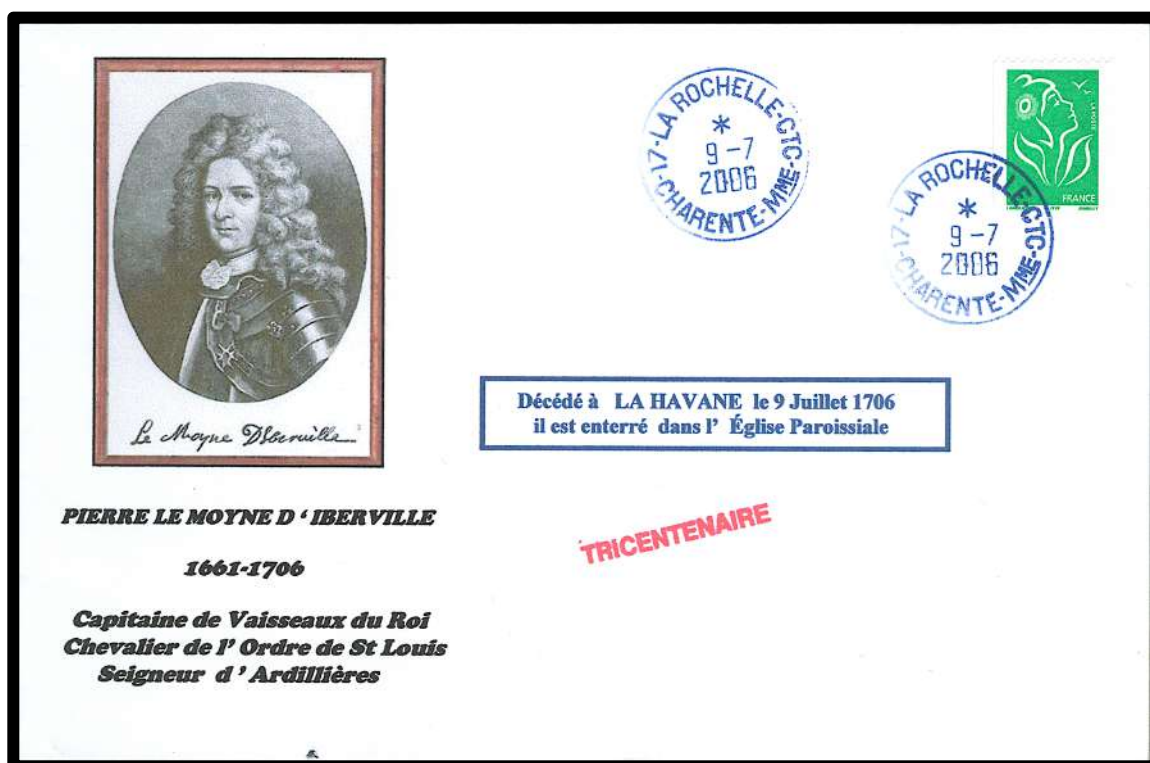
L'Acadie est une région du sud-est du Canada, correspondant grosso modo à la Nouvelle-Ecosse, avec des parties du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve et de l'île du Prince Édouard. La langue y est le français.

L'histoire de l'Acadie commence en 1604, avec les établissements éphémères de l'île Sainte-Croix et de Port-Royal, oeuvres de Dugua de Mons et de Champlain. Mais après leur départ, leurs successeurs ne réussirent jamais à faire prospérer les maigres établissements, malgré les efforts de personnages comme François Gravé Du Pont, Jean de Biencourt de Poutrincourt, Charles de La Tour, Charles de Biencourt. Mais ils eurent à lutter contre l'indifférence en France et contre les efforts britanniques, surtout de la part de l'Écossais William Alexander, qui fit occuper en 1629 la plus grande partie de l'Acadie, et lui donna le nom de Nouvelle-Écosse.

Le traité de Saint-Germain-en-Laye de 1632 restitua l'Acadie au Français, mais il y eut alors en Acadie une longue et cruelle guerre civile entre Charles de La Tour, Charles de Menou d'Aulnay et Emmanuel Le Borgne, qui allait durer plus de vingt ans et ruiner tout espoir de prospérité. Cette guerre civile ne se termina que par une nouvelle invasion anglaise, en 1654. Une fois de plus, la diplomatie en Europe restitua l'Acadie à la France en 1667, mais ce n'est que trois ans plus tard que le territoire fut effectivement rendu aux Français.

La minuscule Acadie, coincée entre la Nouvelle-France et la Nouvelle-Angleterre (le nord-est des États-Unis actuels) eut beaucoup de peine à se maintenir. Habituels à vivre sur un territoire contesté, les Acadiens ne voyaient aucune inconstance à agir de façon à satisfaire des exigences contradictoires. L'accommodation avec le plus fort était le moyen pour les Acadiens d'obtenir un peu de sécurité et d'assurer leur permanence en terre d'Amérique. Ils furent les victimes d'une nouvelle guerre entre Français et Anglais à partir de 1690, jusqu'à la paix de Rijswijk de 1697, qui confirma le statu-quo : certaines parties de l'Acadie restaient sous contrôle français, d'autres sous domination anglaise.

L'homme qui causa le plus de soucis aux Anglais pendant cette guerre de 1690-1697 était sans conteste Pierre Le Moyne d'Iberville (1661-1706). Mandaté par Frontenac, il harcela les positions anglaises aussi bien en Acadie que sur l'île de Terre-Neuve, leur infligeant de pertes importantes en détruisant leurs fortifications et en pillant les villes et pêcheries anglaises.



Enveloppe française avec l'effigie de Pierre Le Moyne d'Iberville

La trêve fut de courte durée: dès 1702 éclata en Europe la guerre de Succession d'Espagne. La Nouvelle-Angleterre avait cette fois-ci la ferme intention de faire de l'Acadie une colonie anglaise par droit de conquête. Incursions, pillages, blocus économique et tracasseries commerciales se succédèrent jusqu'à ce que finalement, le 12 octobre 1710, le gouverneur français dut capituler : l'Acadie devenait définitivement anglaise. Mais, même sous domination anglaise, elle allait rester française de cœur, de culture et de mode de vie.



*1981, n° 777
L'Acadie*

Pendant que ces événements avaient lieu en Acadie, une autre partie de bras de fer se déroulait autour de la baie d'Hudson.

Nous avons déjà parlé des expéditions de Médard Chouart des Groseilliers et de son beau-frère Pierre-Esprit Radisson, qui ramenèrent en 1660 des grandes quantités de fourrure de la région de la baie d'Hudson, mais qui reçurent un accueil sans enthousiasme en Nouvelle-France. La raison en était évidente : les deux beaux-frères avaient démontré que si le commerce des fourrures se fondait sur la baie d'Hudson, il se passerait tout à fait de la Nouvelle-France ! C'est pourquoi ils offrirent leurs services à l'Angleterre, qui, se rendant compte des possibilités de profit, créa la Compagnie de la baie d'Hudson.

C'est au service de cette compagnie britannique que Henry Kelsey (1667-1724) explora, de 1690 à 1692, la région du Manitoba et de la Saskatchewan, jusqu'à la baie d'Hudson.



*1970, n° 433
Henry Kelsey*

Mais les Anglais se trompaient en croyant que le marché français allait s'écrouler à cause de la concurrence de la Baie d'Hudson. Au contraire, cette concurrence stimula les Français à s'étendre encore plus loin vers l'ouest et le nord, et Montréal continua à devancer les postes de la baie d'Hudson dans l'approvisionnement de l'Europe en fourrures.

Jusque vers 1680, les Iroquois étaient les intermédiaires incontournables dans le commerce des fourrures, et ils en tiraient de gros profits. Mais les colons, aussi bien les Anglais que les Français, parvenaient de plus en plus à se passer des Indiens, ce qui engendra d'abord des conflits locaux avec quelques embuscades et assauts.

Mais les choses changèrent quand, en 1689, la guerre fut une fois de plus déclarée entre la France et l'Angleterre. Les Iroquois s'allièrent aux Anglais, et ce fut une suite tragique de massacres et d'attaques. Mais les Français avaient appris à se défendre, et le gouverneur général Frontenac résista victorieusement à Québec contre les Anglais, sous les ordres de William Phips, et il harcela à son tour les hordes des Iroquois.

La paix de Rijswijk, signée en 1697, apporta une courte trêve, mise à profit par les Iroquois pour demander une paix définitive : en 1701, ils signèrent à Montréal la “Grande Paix”, qui marquait la fin des conflits intermittents entre Indiens et colons au Canada. Contrairement aux États-Unis, il n’y aura plus jamais de guerres ethniques majeures entre les colons et les Indiens.



2001, n° 1886
300^e anniversaire de la “ Grande Paix de Montréal”

III. La domination britannique (XVIII^e siècle)

Après la guerre de 1690-1697, qui se termina avec le traité de Rijswijk, signé en 1697 par la France et l'Angleterre, la trêve fut de courte durée. Dès 1702 éclata la deuxième guerre anglo-française au Canada, répondant au conflit européen (guerre de Succession d'Espagne, 1702-1713).

L'événement le plus marquant en fut la prise et la destruction complète de Port-Royal, la capitale de l'Acadie française, en 1710. Le lieu fut rebaptisé Annapolis Royal par les Anglais, en hommage à la reine Anne.

Le traité d'Utrecht, signé en 1713, mit fin à cette guerre, et eut des conséquences importantes pour le Canada:

- L'Acadie, Terre-Neuve et la baie d'Hudson passaient définitivement à l'Angleterre.
- La France conserva l'île Saint-Jean (qui deviendra plus tard Prince Edward Island) et l'île du Cap-Breton (la partie septentrionale de la Nouvelle-Écosse), ainsi qu'une partie du Nouveau-Brunswick.
- Les pêcheurs français conservaient le droit de pêche sur le littoral nord de Terre-Neuve.
- La plus grande partie de la vallée du Saint-Laurent restait française, avec Montréal comme centre incontesté du commerce français.

Contrairement aux traités de Breda (1667) et de Rijswijk (1697), le traité d'Utrecht était très défavorable aux intérêts français au Canada : on peut considérer ce traité comme le début du déclin de la France en Amérique du Nord.

Immédiatement après 1713, la France entreprit la construction de la forteresse de Louisbourg, sur l'île du Cap-Breton. Louisbourg devint en 1718 la capitale de ce qui restait de l'Acadie française.



1995, n°s 1404/1408

Forteresse de Louisbourg



*Saint Pierre & Miquelon,
2013, n° 1095*

*300^e anniversaire du traité
d'Utrecht.*

Fondation de Louisbourg

Ce que les Français au Canada ont retiré de mieux de ce traité est la paix : pendant toute la première partie du XVIII^e siècle, c'est la paix, plus que la guerre, qui a orienté le cours des choses dans la partie septentrionale de l'Amérique du Nord. L'île du Cap-Breton, qui fut rebaptisée île Royale, connut un grand essor, et son centre Louisbourg devint le centre d'un florissant commerce maritime, concurrençant Québec comme port de mer.

Un des personnages qui mérite d'être cité pendant cette période de paix est Philippe de Rigaud de Vaudreuil, qui fut gouverneur de la Nouvelle-France de 1703 jusqu'à sa mort en 1725. Outre le fait qu'il s'employa à faire prospérer la colonie en stimulant l'agriculture, le commerce et la pêche, il élaborait une nouvelle stratégie d'expansion vers l'ouest. Il stimula les initiatives des trappeurs et des officiers qui s'engagèrent de plus en plus dans les territoires inexplorés de l'ouest. Un de ces officiers fut Pierre Gaultier de Varennes et de La Vérendrye (1685-1749). Il était persuadé qu'il pouvait atteindre une rivière qui, en coulant vers l'ouest ou vers le sud, irait se déverser dans le Pacifique. Il consacra quinze ans à cette tâche, sans atteindre son but. Mais, en faisant progresser d'une façon importante la connaissance géographique de l'ouest, il a ouvert la voie à l'établissement de nouveaux postes dans la région du Manitoba, empêchant ainsi la Compagnie de la baie d'Hudson de s'assurer un monopole du commerce des fourrures dans ces régions lointaines. La Vérendrye fut toujours soutenu par Vaudreuil, et si le premier reçut l'honneur d'un timbre-poste au Canada, il est étonnant que le second, qui fut un des grands bienfaiteurs du Canada au XVIII^e siècle, attend toujours cet honneur.



*1958, n° 305
Pierre Gaultier de Varennes et de La Vérendrye*

Pendant ce temps, grâce à la paix, le Canada français connaissait une période de relative prospérité. Les pêcheries du littoral atlantique et le commerce de la fourrure dans l'arrière-pays se portaient bien, le commerce était en développement et la population le long du Saint-Laurent connaissait un accroissement rapide. À Montréal, le commerce reposait sur la fourrure ; à Québec, c'était sur l'import-export et à Louisbourg, sur la pêche et le transport naval. Dans les villes, les nobles, les bourgeois et les artisans vivaient dans une assez bonne coexistence, l'agriculture se développait plus lentement, les commerçants évoluaient vers une certaine aisance. Le tout était soudé par une même religion : le catholicisme.

C'est cependant cette prospérité, que connaissait le commerce colonial français aussi bien en Europe qu'outre-mer, qui fut à la base de nouveaux conflits : les Anglais poursuivaient exactement le même but, et de ce fait, de nouveaux heurts étaient inévitables.

Les problèmes commencèrent avec le déclenchement de la guerre de Succession d'Autriche, en 1740. Du moment que l'Angleterre entra dans ce conflit en 1744, les répercussions en Amérique du Nord ne savaient tarder, et le Canada fut de nouveau le théâtre d'une troisième guerre entre les deux puissances, après celles de 1690-1697 et 1702-1713. Cette fois-ci, la guerre ne dégénéra pas en un conflit armé généralisé entre Français et Anglais au Canada. Le fait le plus marquant fut la prise de Louisbourg par les Anglais venant de la Nouvelle-Angleterre : le 28 juin 1745, après un long siège, la forteresse dut capituler.

Mais, tout comme par le passé, la diplomatie changea le cours des choses : le traité d'Aix-la-Chapelle de 1748, qui mit fin à la guerre de Succession d'Autriche, restitua les territoires conquis à la France. Paradoxalement, dès 1750, les gens de la Nouvelle-Angleterre qui en avaient fait le siège en 1745, revinrent à Louisbourg pour y faire du commerce.

Mais l'Angleterre commença immédiatement après cette restitution de s'assurer d'une façon systématique la domination sur la terre ferme de la Nouvelle-Écosse. Elle fit venir des colons et des militaires, qui fondèrent en 1749 la ville de Halifax.



*1949, n° 230
Fondation de Halifax*

En même temps, la tension montait en Terre-Neuve, où la colonisation britannique se développait au détriment des intérêts français, et dans les régions encore sauvages du sud-ouest, où les heurts pour le monopole du commerce des fourrures se multipliaient entre colons français et aventuriers anglais, venant des États-Unis actuels. C'est dans ce contexte qu'il faut voir l'expédition, commandée par la Compagnie de la baie d'Hudson, d'Anthony Henday, en 1754, dans la région qui est actuellement l'Alberta et la Saskatchewan.



*1988, n° 1041
L'expédition d'Anthony Henday*

L'escalade de la tension entre les deux puissances n'attendait qu'une étincelle pour dégénérer : cette étincelle fut le déclenchement en Europe de la guerre de Sept Ans, entre la France et la Grande-Bretagne, qui allait durer de 1756 à 1763. Cette guerre européenne fut la cause de la quatrième et dernière guerre coloniale, qui s'acheva d'une façon dramatique pour les Français.

Mais déjà à partir de 1754, les deux puissances augmentaient sensiblement leurs effectifs en Amérique du Nord, conscients que la guerre était inévitable. Le premier fait important se situa en Nouvelle-Ecosse : Charles Lawrence, gouverneur anglais de la Nouvelle-Ecosse, ordonna la déportation massive de tous les Acadiens. Cette déportation s'effectua avec une rapidité étonnante, pendant l'été et l'automne de 1755. Le "grand dérangement", comme fut appelée cette déportation, toucha environ 10.000 personnes, qui ne furent pas envoyées vers les territoires canadiens français, mais qui furent dispersées dans les diverses colonies anglaises situées le long des côtes atlantiques. Dès la fin de 1755, l'Acadie avait tout simplement cessé d'exister.

Dispersés dans les États-Unis actuels, quelques Acadiens retournèrent après 1763 au Canada, s'installant surtout au Nouveau-Brunswick. Le souvenir collectif de cette déportation et des pertes subies sera le ferment de l'édification progressive d'une nouvelle société acadienne, toujours active de nos jours.



*2005, n° 2173
250^e anniversaire de la déportation des Acadiens*

Trois ans plus tard, en octobre 1758, la première assemblée élue de la Nouvelle-Écosse - maintenant Nova Scotia - siégea à Halifax, confirmant définitivement la domination anglaise sur la région.



1958, n° 309

Première assemblée élue de Nova Scotia

La déclaration officielle de l'état de guerre, arrivée au printemps 1756, projeta à l'avant-scène trois personnages : le Canadien Vaudreuil, le Français Montcalm et l'Anglais William Pitt.

Le premier, Pierre Rigaud de Vaudreuil, fils du gouverneur qui dirigea la Nouvelle-France jusqu'en 1725, était à son tour gouverneur en 1755. Il avait une grande connaissance du terrain et de la meilleure façon de mener la guerre au Canada.

Le deuxième était Louis-Joseph de Montcalm, militaire de carrière, qui fut nommé en 1756 commandant des forces françaises. Arrogant, conscient de sa supériorité, il négligea les avis de Vaudreuil, qu'il méprisait et avec qui il eut des affrontements incessants. Il considérait les événements au Canada comme tout à fait secondaires, sans importance majeure.

Le troisième était le premier ministre anglais William Pitt, qui s'était fermement engagé à faire la guerre à la France dans les colonies plutôt qu'en Europe.

Au début, les succès étaient partagés : les Français perdirent Fort Frontenac, sur le lac Ontario, et Fort Duquesne, sur l'Ohio, et Louisbourg tomba aussi une nouvelle fois aux mains des Anglais, en 1758. Mais Montcalm remporta une grande victoire à Fort Carillon, au sud du lac Champlain, également en 1758.

En 1759, le jeune James Wolfe fut nommé à la tête des forces anglaises, et il mit en 1759 le siège devant Québec. Le 13 septembre, dans les Plaines d'Abraham, la bataille eut lieu entre les Anglais de Wolfe et les Français de Montcalm. Ce dernier eut le tort d'accepter de livrer bataille au lieu de soutenir le siège en attendant des renforts.

La bataille fut de courte durée : après 15 minutes, l'armée française était anéantie. Wolfe mourut sur le champ de bataille tandis que Montcalm, blessé, expira le lendemain. Cinq jours plus tard, le 18 septembre 1759, Québec capitula.



1908, n° 90

Montcalm et Wolfe



*St. Pierre & Miquelon, 1973, P.A. n° 54
Montcalm*



1959, n° 315

200^e anniversaire de la bataille des Plaines d'Abraham

NATIONAL ARMY MUSEUM GROUP 3 NO 10



GENERAL WOLFE



Philatelic Office r
Duke of York's HQ
Chelsea

Grande-Bretagne : enveloppe commémorative de la mort de James Wolfe, le 13 septembre 1759

Même si Québec était en ruines, les troupes françaises et les miliciens canadiens poursuivirent la lutte en 1760, et obtinrent encore une dernière victoire à Sainte-Foy. Mais, faute de renforts venus de France, Montréal dut capituler le 8 septembre 1760 devant le général anglais Jeffrey Amherst.

En 1763, le traité de Paris confirma la victoire anglaise : le Canada tombait définitivement et entièrement en mains anglaises, la Nouvelle-France n'existait plus. La carte de l'Amérique du Nord était complètement redessinée : la France ne gardait que St. Pierre & Miquelon, et dans les Antilles la Martinique, la Guadeloupe et Sainte-Lucie. Elle gardait aussi quelques droits de pêche sur la côte nord de Terre-Neuve.

Pour la première fois, l'Angleterre devait absorber une population française et catholique dans un empire anglais et protestant. Les nouveaux chefs militaires, comme James Murray, gouverneur de Québec, et Thomas Gage, gouverneur de Montréal, agirent heureusement avec intelligence et discrétion. Entre vainqueurs et vaincus, les premières années de la domination anglaise furent une période de bonne entente. Le respect pour la langue, la religion, les lois et les coutumes françaises était à ce point élevé, que de nombreux Anglais, et surtout les nouveaux colons venant de la Nouvelle-Angleterre (les futurs États-Unis) exprimèrent ouvertement leur mécontentement. Déçu et désabusé, James Murray quitta le Canada en 1766, et il fut remplacé par Guy Carleton. Pour remédier à cette confusion, Carleton, en accord avec le gouvernement anglais, promulgua en 1774 le "Québec Act".

L'importance de ce "Quebec Act" était immense : il a régi le statut du Canada pendant près de vingt ans, et il est étonnant que cet acte ne fut jamais commémoré par un timbre-poste. Il a été promulgué par le gouvernement britannique désireux d'éviter que le mouvement d'agitation en cours dans les treize colonies américaines ne se répandît au Canada.

Les frontières furent clairement définies, avec un agrandissement de la province du Québec. Il restaura les droits des propriétaires des seigneuries, abolit le serment du test (un serment de fidélité au roi et au chef de l'Église anglicane qui excluait les catholiques de la fonction publique), ramena l'usage du droit civil français, mais conserva le droit criminel anglais, moins sévère. Cet acte du parlement britannique récompensait le clergé et la noblesse afin qu'ils poussent les descendants des Français à soutenir les Britanniques contre les rebelles américains.



*Les nouvelles frontières, d'après le "Quebec Act" de 1774
(Wikipedia)*

Cette mansuétude envers les vaincus engendra le mécontentement des commerçants anglais. Ceux-ci se rapprochèrent des Américains qui étaient prêts à se soulever contre la domination anglaise. Mais lorsque en 1775 les hostilités entre l'Angleterre et les colonies américaines se déclenchèrent ouvertement, les commerçants du Canada reculèrent devant l'idée de s'associer à cette révolte : les relations qu'ils entretenaient avec la métropole étaient trop profitables pour les sacrifier au nom de la liberté. Les Canadiens se confinèrent dès lors dans une attitude de neutralité.

Fin 1775, les rebelles américains parvinrent pendant une courte période à occuper Montréal, mais ils échouèrent devant Québec. À part quelques escarmouches début 1776, le Canada n'eut plus à souffrir du conflit anglo-américain.

Le dernier tiers du XVIII^e siècle, après le "Quebec Act", se caractérise par deux éléments : l'accroissement de la population, surtout suite à une immigration massive, et la pénétration toujours plus intense vers l'océan Pacifique.

En ce qui concerne la population, c'est à partir de 1776 que de nombreux habitants des treize colonies américaines s'exilèrent au Canada. C'est surtout avec le traité de Paris de 1783, qui mit fin à la guerre et consacra la victoire américaine, que les "loyalistes", n'ayant aucune confiance dans les garanties prévues par le gouvernement fédéral américain, fuyaient vers le Canada. On estime à plus de 50.000 le nombre d'émigrés, en quelques mois.

Ces loyalistes se répartirent en deux grands courants : l'un à destination de la Nouvelle-Écosse (30.000), l'autre à destination de la vallée du Saint-Laurent et des grands lacs (20.000).

Cet afflux engendra en 1784 la création de nouvelles provinces : la Nouvelle-Écosse fut scindée en trois parties : la partie avec la plus grande concentration de loyalistes devint en 1784 le Nouveau-Brunswick, et l'île du Cap-Breton reçut également une administration séparée.



*1934, n° 171
150^e anniversaire de l'établissement
des loyalistes au Canada*



*1984, n° 886
200^e anniversaire de l'établissement
des loyalistes au Canada*



*1934, n° 172
150^e anniversaire de la
création du Nouveau-Brunswick*



*1984, n° 872
200^e anniversaire de la
création du Nouveau-Brunswick*

Un personnage haut en couleurs de cette immigration des loyalistes fut Molly Brant (1736-1796). D'origine indienne, de la tribu des Mohawks, elle avait épousé un haut fonctionnaire anglais à New York. Devenue veuve en 1774, elle resta fervente loyaliste et s'exila au Canada, où elle se battit pour les droits des loyalistes, et en faveur de l'église anglicane. Elle servit d'intermédiaire entre les Anglais et les Iroquois. Elle a été honorée en 1994 par le titre de "Person of National Historic Significance".



*1986, n° 950
Molly Brant*

Dans la vallée du Saint-Laurent, l'intégration de ce grand nombre de nouveaux arrivants ne se fit pas sans heurts. Les habitants, en grande majorité francophones et catholiques, acceptaient difficilement cet afflux de loyalistes, anglophones et anglicans. Guy Carleton, qui fut d'abord gouverneur du Québec de 1768 à 1778, et ensuite, sous le nom de Lord Dorchester, gouverneur général du Canada de 1785 à 1795, promulgua en 1791 une nouvelle constitution, pour préserver les droits des deux communautés : la clause principale en fut la division de la province du Québec en deux parties distinctes : le Bas-Canada, correspondant à la section française, et dont Québec restait la capitale, et le Haut-Canada, correspondant à la section que les loyalistes venaient d'occuper, et dont le gouvernement siégea d'abord à Newark, et à partir de 1797, à York, qui reçut en 1834 le nom de Toronto.



1993, n° 1328

200^e anniversaire de la ville de Toronto (qui s'appelait York jusqu'en 1834)

Pendant ce temps, la Nouvelle-Écosse accueillit en 1773 un grand contingent d'émigrés venant des Highlands écossais. Ils s'installèrent à Pictou.



1973, n° 501

Arrivée des colons écossais à Pictou (Nouvelle-Écosse) en 1773

Après la signature du traité de Paris en 1783, qui confirmait l'indépendance des États-Unis maintenant reconnue par l'Angleterre, les territoires canadiens, qui restaient sous la domination britannique, reçurent un nouveau nom : British North America, l'Amérique du Nord britannique. Ce nom sera employé jusqu'en 1867.

Le deuxième élément qui caractérise le dernier tiers du XVIII^e siècle est l'expansion accélérée, à travers des territoires jusque là inexplorés, vers le nord et vers l'océan Pacifique.

Il y eut d'abord Samuel Hearne (1745-1792), qui, mandaté par la Compagnie de la baie d'Hudson, explora de 1770 à 1772 le nord-ouest du Canada à la recherche de mines de cuivre. Il découvrit la rivière Coppermine, et traça son cours jusqu'à l'océan Arctique.



1971, n° 460

200^e anniversaire de l'expédition de Samuel Hearne



1989, n° 1090

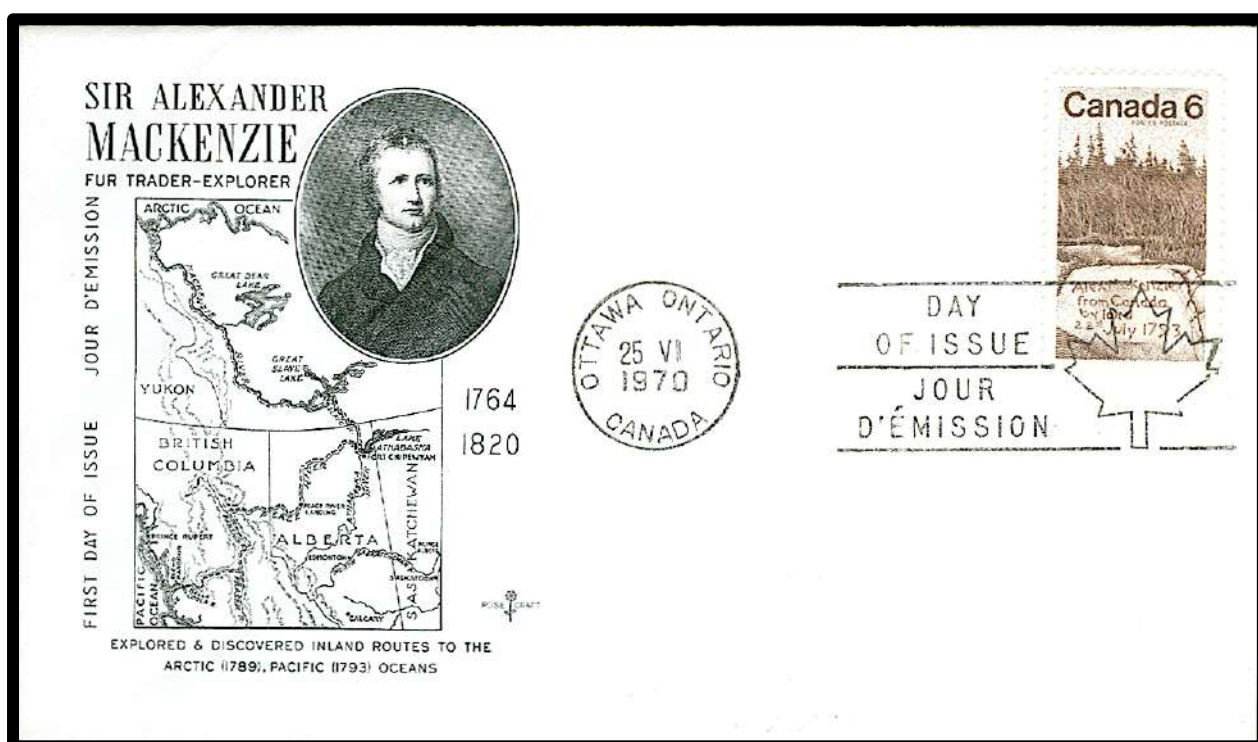
Matonabee, chef chipewyan qui fut le guide Samuel Hearne

Il y eut ensuite les expéditions importantes d'Alexander Mackenzie (1764-1820). Cherchant un passage nord-ouest vers l'océan Pacifique, il descendit en canoë un fleuve qui depuis porte son nom, mais il constata que ce fleuve se jetait dans l'océan Arctique. Déçu, il nomma ce fleuve "Disappointment river". Il entreprit une nouvelle expédition en 1792-1793, traversant les Montagnes Rocheuses, empruntant le cours du fleuve Fraser, et atteignant enfin, le 22 juillet 1793, le Pacifique, dans un lieu qui est actuellement Bella Coola. Avant de repartir vers l'est, il grava dans un rocher les mots "Alex Mackenzie from Canada by land 22^d July 1793". C'est ce texte qui est représenté sur le timbre-poste émis en 1970 pour le 150^e anniversaire de sa mort. Il fut le premier Européen à traverser le continent nord-américain.



1970, n° 437

150^{ème} anniversaire de la mort d'Alexander Mackenzie



1970, enveloppe premier jour avec la carte des explorations d'Alexander Mackenzie

Un contemporain d'Alexander Mackenzie était David Thompson (1770-1857). Employé par la Compagnie de la baie d'Hudson, il explora d'abord en 1792 la région de l'Alberta et de la Saskatchewan. Il passa ensuite au service de la Compagnie du Nord-Ouest concurrente, et à son service, il effectua de nombreuses missions dans l'ouest, délimitant avec précision la frontière entre les États-Unis et le Canada. Il réalisa ses plus grands exploits de 1807 à 1810, descendant la rivière Columbia depuis sa source dans les Rocky Mountains jusqu'à son embouchure. Il explora au total 3.900.000 kilomètres carrés en Amérique du Nord, mais ses mérites comme cartographe sont également immenses : ses cartes étaient tellement précises qu'elles étaient encore toujours employées au début du vingtième siècle.

Une autre expédition fut celle de Simon Fraser (1776-1862). En 1808, il descendit le fleuve qui porte aujourd'hui son nom, jusqu'à son embouchure, et il explora et cartographia une grande partie de ce qui allait devenir la province canadienne de la Colombie Britannique.



*1957, n° 297
Centenaire de la mort de David Thompson*



*1988, n° 1043
L'expédition de Simon Fraser*

Mais les côtes du Pacifique avaient également été explorées par voie de mer. Les Russes, les Espagnols et les Anglais s'y firent une concurrence acharnée, avec la Grande-Bretagne comme vainqueur final.

Après l'expédition de Vitus Bering (1741), les Russes organisèrent de nombreuses expéditions, surtout pour s'assurer une part du commerce lucratif en fourrures. C'est surtout en Alaska qu'ils furent actifs, comme Shelikhov, Baranov, Kuskov, Zagoskin, et plus tard Wrangel, mais ils n'ont jamais revendiqué des territoires sur la côte occidentale du Canada.

Il n'en va pas de même avec les Espagnols : à partir de 1774, de nombreuses expéditions furent envoyées du Mexique vers le nord, dans le but de revendiquer toute la côte du Pacifique pour l'Espagne. C'est ainsi que Juan Francisco de la Bodega y Quadra prolongea en 1775 son expédition jusque Sitka, en Alaska.

En 1789, pour contrecarrer les Britanniques, qui s'étaient installés à l'île Nutka, le marin espagnol Esteban José Martínez y débarqua et confirma solennellement le 24 juin 1789 la souveraineté espagnole sur toute la partie septentrionale des côtes du Pacifique. Nutka - ou Nootka - est une petite île située à la partie occidentale de l'île de Vancouver. Elle fait actuellement partie, avec d'ailleurs l'île de Vancouver, de la Colombie Britannique canadienne.

En 1792, l'Espagnol Juan Francisco de la Bodega y Quadra y accueillit le marin anglais George Vancouver. Ils sympathisèrent ensemble, mais il fallut attendre 1794 pour voir la signature de la troisième convention de Nutka, par laquelle l'Espagne cédait ses droits à l'Angleterre.



*Espagne, 1967, n° 1478
Juan Francisco de la Bodega y Quadra*



*Espagne, 1967, n° 1482
Esteban José Martínez*



*Espagne, 1967, n° 1481
L'établissement espagnol à Nutka*

Comme on le voit, les Anglais n'étaient pas restés inactifs. L'exploration britannique du Pacifique Nord commença par le troisième voyage de James Cook, de 1776 à 1779. À bord de la *Resolution*, il explora en 1778 minutieusement les côtes nord-américaines, jusqu'au détroit de Bering. C'est au retour qu'il fut tué par les indigènes, en 1779, dans les îles Hawaïi.



*1978, n°s 661/662
200^e anniversaire du troisième voyage de James Cook*

L'œuvre de James Cook fut poursuivie par son lieutenant George Vancouver (1757-1798). Il accompagna Cook pendant son deuxième et troisième voyage. De 1791 à 1794, il continua l'exploration et la cartographie des côtes du Pacifique Nord, de l'Oregon jusqu'en Alaska. En 1792, il rencontra dans l'île de Nutka son confrère espagnol Juan Francisco de la Bodega y Quadra, avec qui il s'entendait très bien. Il établit avec ce dernier un accord, mais il fallut attendre 1794 pour que leurs gouvernements, nettement plus rébarbatifs que leurs capitaines, signent une convention donnant la suprématie locale à la Grande-Bretagne.



1988, n° 1042



*Polynésie Française, 1987, P.A. n° 197
George Vancouver*



2007, n° 2291

Au début du XIX^e siècle, ces remarquables explorateurs ont dissipé en grande partie le brouillard qui planait sur tout l'ouest du Canada : ils ont permis de dresser des cartes précises de l'ouest et de l'Arctique, qui serviront de référence de base pendant plus d'un siècle.

IV. L'évolution vers l'autonomie (XIX^e siècle)

A) Le régime représentatif (1791-1840)

Avec la nouvelle constitution de 1791, la province du Québec avait donc été scindée en deux parties : le Bas-Canada, à majorité francophone et catholique, et le Haut-Canada, à majorité anglophone et anglicane. Le Bas-Canada comptait en 1791 environ 125.000 habitants, le Haut-Canada 20.000.

Le système administratif était le même pour les deux provinces : un gouverneur, assisté par un Conseil exécutif, et deux chambres législatives élues. C'était l'équivalent pour le Canada du système de la Grande-Bretagne : le roi, le cabinet des ministres et les chambres des Lords et des Communes.

Lord Dorchester (Guy Carleton) était non seulement gouverneur général de ces deux provinces, mais également des autres provinces de l'Amérique du Nord britannique : la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'île Saint-Jean et Cap-Breton. Il fut donc un véritable précurseur de l'unité canadienne.

Après le retour en Angleterre de Lord Dorchester, en 1796, les conflits entre le gouverneur et son Conseil d'une part, et l'assemblée élue d'autre part, éclatèrent dans le Bas-Canada. Les premiers, nommés par la couronne et sous la tutelle du cabinet de Londres, avantageaient systématiquement la partie anglophone de la province (nominations, subventions, attribution de titres de propriété, avantages sociaux, etc.). L'assemblée à majorité francophone protestait avec véhémence, mais sans résultats majeurs.

La guerre qui éclata entre la Grande-Bretagne et les États-Unis en 1812 étouffa pendant trois ans les problèmes intérieurs. Elle se déroula pour une grande partie sur le territoire canadien. Le 18 juin 1812, les États-Unis déclarèrent la guerre, officiellement pour libérer l'Amérique du Nord de la tutelle britannique, mais les raisons majeures étaient commerciales : la guerre entre les Britanniques et la France de Napoléon avait bloqué la majorité des ports continentaux et engendré un grave préjudice au commerce maritime américain.

Les Américains attaquèrent dans la région des Grands Lacs, mais les milices des deux grandes provinces, augmentées de régiments écossais envoyés d'Angleterre, résistèrent avec acharnement et parvinrent à contenir les Américains. Leur chef était Isaac Brock, qui avait préparé ses troupes à la guerre depuis longtemps, et qui se révéla un grand stratège. Il fut tué au combat le 13 octobre 1812.



*1969, n° 420
200^e anniversaire de la
naissance d'Isaac Brock*



*2012, n°s 2725/2726
Bicentenaire de la guerre de 1812
Sir Isaac Brock & Tecumseh*

La chute de Napoléon en 1814 avait permis à l'Angleterre d'envoyer plus de troupes en Amérique. Des négociations de paix s'ouvrirent à Gand en juillet 1814, et finalement, le traité de paix de Gand, signé le 24 décembre, remettait les choses dans l'état où elles se trouvaient avant les hostilités et confiait à diverses commissions le règlement des litiges.

Pour le Canada, le résultat immédiat était nul, mais pour la première fois, le Canada s'était uni contre un ennemi commun. L'on ne savait pas encore si finalement, le Canada serait français ou anglais, mais il apparaissait qu'il ne serait pas américain!



*Belgique, 1964, n° 1286
150^e anniversaire du traité de Gand*

Malgré tant de preuves de fidélité données par la partie francophone du Canada à la couronne britannique, le conflit entre les deux communautés se ralluma après la guerre. Une grande partie des soldats écossais resta sur place, et l'Angleterre stimula une immigration massive, surtout d'Irlandais. Cette immigration connut son apogée vers 1830. Les Irlandais, bien qu'en majorité catholiques, étaient anglophones, et la Grande-Bretagne espérait ainsi angliciser petit à petit tout le Canada.

Londres avait une grande réticence à donner plus de pouvoirs aux assemblées élues, craignant que ce serait ouvrir la voie à l'Amérique du Nord britannique pour suivre le chemin des États-Unis. Un des plus virulents opposants à la suprématie anglaise dans le Bas-Canada était Louis-Joseph Papineau (1786-1871). Il fut jeune député du Bas-Canada en 1808 et à partir de 1815, il fut durant 22 ans le président de la Chambre de cette province. Il lutta toute sa vie contre le favoritisme dans l'attribution des postes de fonctionnaires et dénonça les abus des Conseils exécutifs nommés par le gouverneur.

En 1826, il se retrouva à la tête du parti patriote, plus radical que les partis précédents. En 1831, il contribua, par son rôle prépondérant dans l'Assemblée, à faire voter une loi garantissant l'égalité politique de tous les citoyens, sans égard à la religion.

Il participa au comité qui rédigea les "92 résolutions", votées par l'Assemblée législative le 21 février 1834. Ces "92 résolutions" demandaient un plus grand pouvoir pour l'assemblée, avec entre autres une responsabilité ministérielle. Ces résolutions furent remises au parlement britannique, qui envoya une commission d'enquête sur place. La réponse finale anglaise fut formulée en 1837 dans les "10 résolutions de Russell" qui rejetaient en bloc les aspirations canadiennes. Ce fut le signal de la révolte.

Dès novembre 1837, des troubles, fomentés par les "Patriotes", éclatèrent à Montréal. Menacé d'arrestation pour haute trahison, Papineau émigra aux États-Unis. Il ne revint au Canada qu'en 1845, et ne joua plus qu'un rôle mineur jusqu'à sa mort en 1871.



2013, n° 2825



*1971, n° 459
Louis-Joseph Papineau*



2013, n° 2832

Plus surprenant est le fait que le mécontentement était également présent dans le Haut-Canada, pourtant surtout peuplé d'anglophones. Les raisons y étaient avant tout sociales : les membres de la noblesse, du haut clergé et des classes supérieures, que l'on nommait avec mépris le "Family Compact", avaient pris le contrôle du gouvernement et s'attribuaient sans scrupules toutes les meilleures terres à des bas prix. L'opposant le plus virulent était William Lyon Mackenzie (1795-1861). De 1824 à 1834, il fit paraître dans son journal "The Colonial Advocate" d'incessantes attaques contre le "Family Compact". Élu à la Chambre du Haut-Canada en 1828, il en fut exclu à plusieurs reprises pour diffamation, mais fut chaque fois réélu. En 1834, il devint le premier maire de Toronto : c'est le nom que la ville de York avait pris le 6 mars 1834. Il intensifia la lutte, et passa, comme Papineau dans le Bas-Canada, à la rébellion ouverte fin 1837. Beaucoup plus agressif que Papineau, il incita à la guerre civile, mais battu, il dut lui aussi se réfugier aux États-Unis. Rentré au Canada en 1849, il fut encore membre de l'Assemblée de 1851 à 1858, et il mourut en 1861.

Contrairement à Papineau, il n'a pas l'honneur d'un timbre-poste au Canada, suite à son extrême violence.

Pendant ce temps, les choses allaient plus calmement dans les autres provinces. Aussi bien en Nouvelle-Écosse qu'au Nouveau-Brunswick, les réformateurs furent guidés par des hommes d'état d'une extrême modération, entièrement dévoués à la cause de la réforme, mais résolus à la poursuivre toujours par des moyens constitutionnels. Il y eut William Duncan Wilmot (1809-1891) au Nouveau-Brunswick et surtout Joseph Howe (1804-1873) en Nouvelle-Écosse. Ce dernier fut plus tard premier ministre de la Nouvelle-Écosse de 1860 à 1863. Il entra en 1869 dans le gouvernement fédéral et termina sa carrière comme lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse.



1973, n° 499

Centenaire de la mort de Joseph Howe

Depuis Londres, suite aux émeutes réprimées de 1837, la constitution de 1791 fut suspendue pour trois ans. Un gouverneur général assisté d'un Conseil spécial de 22 membres fut installé, dans le but de "normaliser" la situation. En 1840, un projet d'union du Bas-Canada et du Haut-Canada, sous le nom général de Canada, fut adopté. Ce projet, introduit par le Haut-Canada, stipulait :

- Une représentation égale pour les deux provinces (alors que le Bas-Canada était nettement plus peuplé).
- Un partage égal de la dette publique (alors que celle-ci provenait presque entièrement du Haut-Canada).
- Reconnaissance exclusive de l'anglais comme langue officielle (alors que le français restait la langue véhiculaire dans le Bas-Canada).

Il est évident que cette union imposée portait en elle le germe de nouveaux conflits.

Pendant ce temps, malgré les remous politiques, l'exploration du territoire vers le nord et l'ouest continuait.

Thomas Douglas, comte de Selkirk (1871-1820) fonda en 1812 la colonie de la Rivière Rouge, aussi appelée colonie d'Assiniboia, (dans l'actuelle province de Manitoba) pour y installer des fermiers écossais déplacés de leurs terres. Cela formera plus tard le noyau de la ville de Winnipeg.



1962, n° 324

150^e anniversaire de la colonie de la Rivière Rouge



2012, n°2701

Il y eut également les expéditions de John Franklin (1786-1847), qui explora de 1819 à 1822 et de 1825 à 1826 les côtes arctiques du Canada. Il périt en 1847 avec son équipage, à bord de l'*Erebus*, lors d'une ultime expédition dans la banquise arctique.



1989, n° 1091



2015, n°s 3151/3152



2015, n° F3153

L'expédition de John Franklin

B) Le gouvernement responsable (1840-1867)

Malgré tous les problèmes et toutes les contradictions que l'union des deux provinces avait engendrés, il y avait aussi des avantages dans le nouveau statut : un principe de la plus haute importance était acquis, celui du gouvernement responsable, c'est-à-dire formé d'hommes tenus de rendre compte à la Chambre. Il y avait aussi le droit de l'Assemblée de contrôler les recettes et les dépenses publiques. Il y eut une nouvelle capitale : ce fut Kingston, située à la pointe orientale du lac Ontario.

La nouvelle Chambre était divisée en deux partis : les "tories" ou conservateurs, et les réformistes ou libéraux. Dans ces deux partis, il y avait une tendance modérée et une tendance plus extrémiste.

Les deux réformistes les plus importants étaient le modéré Louis-Hippolyte Lafontaine (1807-1874) et le plus avancé Robert Baldwin (1804-1858). Ils formèrent le gouvernement responsable de 1842 à 1843 et de 1848 à 1851. Ils eurent, de même que leurs prédécesseurs et successeurs, à se battre contre quelques gouverneurs qui avaient peine à accepter que l'arbitraire de Londres avait dû céder la place à la responsabilité ministérielle devant la Chambre.



*1927, n° 128
Robert Baldwin et Louis-Hippolyte Lafontaine*

En 1843, Montréal devint la capitale du Canada, au lieu de Kingston. Mais, après quelques violents incidents qui y avaient menacé la vie de Lord Elgin, gouverneur du Canada, la capitale fut transférée à Toronto (1849-1852), ensuite à Québec (1852-1856), puis de nouveau à Toronto (1856-1858). Le 31 décembre 1857, le choix tomba définitivement sur Ottawa, à cause de sa situation à la frontière du Haut-Canada et du Bas-Canada.



*2007, bloc n° 94
150^e anniversaire du choix d'Ottawa comme
capitale du Canada*

Le Canada eut la chance de disposer de 1847 à 1854 d'un excellent gouverneur : Lord Elgin (1811-1863). Il prononçait ses discours en français et en anglais, confirmant ainsi l'égalité des deux langues. Il fut le premier gouverneur général à se distancer des affaires de la législature et à laisser des pouvoirs réels aux élus du peuple, ouvrant la voie à ce qui est aujourd'hui la fonction essentiellement symbolique du gouverneur général au Canada. C'est pourquoi le timbre, consacré au centenaire du gouvernement autonome, ne fut émis qu'en 1948, alors que ce gouvernement existait théoriquement depuis 1840.



1948, n° 228

Centenaire du gouvernement autonome

Lord Elgin fut un grand homme d'état. Avec lui - et avec son plein accord - s'était close la liste des gouverneurs qui jouaient un rôle de premier plan dans l'histoire canadienne. Avant lui, les hommes d'état qui présidaient aux destinées du Canada venaient de Londres. Après le départ de Lord Elgin en 1854, la colonie se donna à elle-même ses propres chefs.

La population s'était accrue au Canada avec rapidité : dans le Haut-Canada, elle avait presque triplé en 20 ans (de 500.000 en 1842 à 1.400.000 en 1861) et presque doublé dans le Bas-Canada (de 700.000 en 1842 à 1.100.000 en 1861). La prospérité s'était répandue, l'éducation était meilleure : tout cela favorisait le développement d'un esprit national, qui revendiquait ses droits et exerçait son action.

Dans la vie politique, ce n'étaient donc plus les gouverneurs qui prenaient les décisions, mais les ministères. Cependant, les vrais dirigeants n'étaient pas les ministres, mais les chefs des partis qui formaient la coalition dont le gouvernement était issu.

Les trois dirigeants les plus influents de cette période, de 1854 jusqu'à l'avènement de la confédération en 1867 étaient John Alexander Macdonald (1815-1891) pour les conservateurs, George-Étienne Cartier (1814-1873) pour les libéraux francophones et Georges Brown (1818-1880) pour les libéraux anglophones.

John A. Macdonald dirigea plusieurs gouvernements de coalition, et fut un des pères de la confédération. Il sera plus tard premier ministre du Canada de 1867 à 1873 et de 1878 à 1891.

George Brown était un journaliste du Haut-Canada, fondateur du "Toronto Globe", qui restait malgré tout plus Anglais que Canadien. Anticlérical et anglophone, il se mit les Canadiens français à dos.

George-Étienne Cartier, venant du Bas-Canada, y joua un grand rôle politique. Il entreprit de grandes réformes dans le domaine de la justice et de l'éducation.



1927, n° 121

John A. Macdonald



1968, n° 405

George Brown



1931, n° 156

George-Étienne Cartier

C'est également l'époque, comme partout, des premiers timbres-poste.

Les colonies commencèrent à émettre séparément des timbres-poste à partir de 1851. Ce sont le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, et le Canada (après la réunion du Haut-Canada et du Bas-Canada en 1840) qui adoptèrent les premiers, en 1851, l'emploi de ce nouveau moyen de correspondance



Timbres du Nouveau-Brunswick de 1851 et de 1860 (facsimilés)



Timbres de la Nouvelle-Écosse de 1851 et de 1860 (facsimilés)



Premiers timbres de la colonie du Canada de 1851 (facsimilés)

L'île de Terre-Neuve suivit le mouvement en 1857, et l'île du Prince Édouard en 1861.



Premiers timbres de Terre-Neuve de 1857 (facsimilés)



Premiers timbres-poste de l'île du Prince Édouard de 1861, 1862 et 1872 (facsimilés)

Pendant ce temps, une nouvelle colonie avait vu le jour : les territoires continentaux de la côte du Pacifique avaient été réunis le 19 novembre 1858 sous le nom de Colombie britannique. L'île de Vancouver était déjà depuis 1849 officiellement une colonie britannique, avec James Douglas (1803-1877) comme gouverneur. C'est ce même Douglas qui devint également le gouverneur de la nouvelle colonie de Colombie britannique. En 1866, les deux colonies fusionnèrent sous le nom de Colombie britannique, avec Victoria, à la pointe méridionale de l'île de Vancouver, comme capitale.



1958, n° 304
Centenaire de la Colombie britannique



2008, n° 2373
150^e anniversaire de la Colombie britannique



1935, n° 188
Le parlement de Victoria



1962, n° 326
Centenaire de la ville de Victoria

En 1860, la nouvelle colonie de Colombie britannique émit ses premiers timbres. Ils étaient valables aussi bien dans l'île de Vancouver que sur le continent, et portaient la mention "British Columbia & Vancouver". En 1865, Vancouver émit deux timbres spécialement pour l'île, d'abord non-dentelés, ensuite dentelés, tandis que la Colombie britannique (continentale) émit également un timbre spécifique. À partir de 1866, après la fusion, les timbres étaient communs à l'île et au continent, avec la mention "British Columbia".



*Premier timbre de 1860,
pour Vancouver et
la Colombie Britannique*



*Premier timbre de
Vancouver de 1865
(facsimilés)*



*Premier timbre de la
Colombie Britannique
de 1865*



Timbres pour l'ensemble de Vancouver et de la Colombie Britannique, après la fusion de 1866 (facsimilés)

En 1860, le Nouveau-Brunswick adopta le système de monnaie de son voisin américain, en cents au lieu de pence. Un nouveau timbre de 5 cents fut donc émis, mais le maître des postes de la colonie, Charles Connell, eut la mauvaise idée de faire figurer sa propre effigie sur le timbre, au lieu de celle de la reine Victoria. Une marée de protestations condamna ce geste arrogant, et Connell fut contraint de détruire tout le stock existant, et de donner sa démission.

Plus tard, quelques pièces apparurent sur le marché philatélique : c'est probablement le gendre de Connell, qui avait reçu la charge de brûler les timbres, qui avait mis quelques feuilles de côté pour des membres de sa famille.



Timbre de 1860 du Nouveau-Brunswick à l'effigie de Charles Connell (facsimilé)

C'était également la période des expéditions de John Palliser (1817-1887). Entre 1857 et 1861, il réalisa une délimitation topographique de la frontière entre le Canada et les États-Unis, depuis le lac Supérieur jusqu'aux côtes de l'océan Pacifique. Il explora et cartographia également la terre de Rupert, c'est-à-dire la zone comprenant tous les fleuves se jetant dans la baie d'Hudson.

À son retour, les informations contenues dans son rapport étaient à ce point déterminantes pour décider Londres à retirer en 1869 la possession de ce territoire à la Compagnie de la baie d'Hudson, au profit de la couronne.



*1988, n° 1044
L'expédition de John Palliser*

À partir de 1854, Les ministères se succédèrent, ce qui n'empêchait pas la prise de décisions importantes, comme la sécularisation des biens du clergé et l'abolition des droits seigneuriaux en 1854 par le gouvernement Mac Nab - Morin.

Mais l'idée d'une fédération des provinces britanniques faisait son chemin dans tous les partis. Les raisons en étaient multiples, et différentes de province à province.

- Bien que la Grande-Bretagne - et donc le Canada - avait gardé une neutralité prudente pendant la guerre civile américaine (1861-1865), cette guerre avait démontré la fragilité de défenses solitaires, face à un éventuel ennemi puissant.

- Dans les deux provinces du Canada, la politique intérieure devenait impossible : l'acte de 1840 accordait un nombre égal de députés aux deux provinces, mais, suite à l'évolution démographique, cette situation ne pouvait se maintenir à longue échéance. Elle était à la base de l'instabilité des gouvernements, tributaires d'une difficile majorité dans les deux parties.

- Les provinces maritimes, quant à elles, dépendaient complètement des États-Unis pour leur commerce, et craignaient tôt ou tard d'être annexées par ceux-ci.

- La présence des "Fenians" au Canada : c'était une société irlandaise, qui agissait avec virulence pour la création d'une république irlandaise. Cette société ne reculait pas devant de nombreux attentats au Canada contre tout ce qui était d'origine anglaise. Seule une action commune contre les "Fenians" semblait efficace.

Toutes ces raisons avaient fait comprendre aux provinces de l'Amérique du Nord britannique que le meilleur parti pour elles était de chercher la force dans l'union.

C'est avec ce but que fut constitué en 1864 un gouvernement de coalition et d'union nationale, comprenant des personnages aussi opposés que George Brown, John A. Macdonald et George-Étienne Cartier.

Les provinces maritimes avaient décidé de tenir une conférence à Charlottetown, dans l'île du Prince Édouard. Elle s'ouvrit le 1^{er} septembre 1864, mais très tôt, les grands dirigeants du Canada s'y associèrent, et l'objet de cette conférence fut élargi : le sujet central en devint rapidement l'instauration d'une confédération.



1935, n° 186



1964, n° 356

La conférence de Charlottetown de 1864

Cette conférence fut poursuivie dès le 10 octobre 1864 à Québec, et les délibérations aboutirent à 72 résolutions qui devaient constituer le pacte fédéral, après ratification par chaque province et par Londres.



1917, n° 107



1964, n° 357

La conférence de Québec de 1864



1927, n° 122

Le parlement de l'île du Prince Édouard ne ratifia pas les propositions, mais demanda un délai de réflexion. Pour Terre-Neuve, ce fut un "non" définitif, qui allait durer presque un siècle, jusqu'en 1949.

Les propositions furent présentées à la conférence de Londres, qui s'ouvrit le 4 décembre 1866, en présence de délégués du Haut et Bas-Canada, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse.



*1966, n° 372
Centenaire de la conférence de Londres*

Le 29 mars 1867, la reine Victoria signait le “British North America Act”, qui unissait les quatre provinces citées pour former le Dominion du Canada. La nouvelle constitution entra en vigueur le 1^{er} juillet 1867.



*1947, n° 226
80^e anniversaire de la
confédération*



*1964, n° 342
Centenaire de l'unité canadienne*



*1967, n° 377
Centenaire de la confédération*



*1927, n° 125
Carte du Canada en 1867*

Huit ans, après avoir été choisie comme capitale du Canada, la ville d'Ottawa avait déjà été définitivement reconnue dès 1865 comme capitale de la future confédération, et le parlement y fut transféré.



*1965, n° 365
Centenaire de la reconnaissance d'Ottawa comme capitale fédérale*



1927, n° 123



1933, n° 168
Le parlement d'Ottawa



1929, n° 139

Les quatre provinces réunies, formant le Dominion du Canada, commencèrent à émettre des timbres dès le 1^{er} avril 1868. Ils étaient à l'effigie de la reine Victoria.

Les autres colonies, qui n'étaient pas entrées dans la confédération, continuèrent à employer leurs propres timbres.



Les premiers timbres du Dominion du Canada (fac-similés)

C) Le Dominion du Canada (à partir de 1867)

Depuis le 1^{er} juillet 1867, le Canada était donc gouverné par une constitution véritablement canadienne. Le souverain britannique était encore représenté par un gouverneur général, assisté d'un Conseil privé, mais l'exécutif était exercé par le ministère, responsable devant le parlement. Ce parlement fédéral était composé de deux assemblées, le Sénat et la Chambre. À la chambre, chaque province était représentée d'après le chiffre de la population, partant d'un point fixe: la province du Québec comptait 65 membres. La langue française et la langue anglaise étaient les deux langues officielles. La province du Bas-Canada devint le Québec, avec la ville du même nom comme capitale, et le Haut-Canada devint la province d'Ontario, avec Toronto comme capitale.



1967, n° 396

Centenaire du choix de Toronto comme capitale de l'Ontario

Dès le début, un drame endeuilla la jeune confédération: le député Thomas D'Arcy McGee, ami de John A. Macdonald et un des plus grands combattants pour l'indépendance canadienne, fut assassiné le 7 avril 1868 à Ottawa. Bien qu'Irlandais de naissance, il avait combattu les "Fenians", et son assassinat était une vengeance politique de leur part.



*1927, n° 126
Thomas D'Arcy McGee*

La stabilité politique fut remarquable dans le troisième tiers du XIX^e siècle : entre 1867 et 1891, il n'y eut que deux premiers ministres : John Alexander Macdonald (1867-1873 et 1878-1891), le leader du parti libéral-conservateur, et Alexander Mackenzie (1873-1878), le leader du parti libéral.



1927, n° 121



1927, n° n° 127

John Alexander Macdonald (sur le timbre du milieu: à droite)



1973, n° 508



*2015, n° 3093
John Alexander Macdonald*



*1952, n° 254
Alexander Mackenzie*

Les quatre provinces réunies formaient le noyau d'une confédération qui allait très vite étendre les limites du Dominion vers le nord et l'ouest : l'expansion "d'une mer à l'autre", de l'Atlantique au Pacifique.

Nous avons déjà vu que, suite aux rapports de John Palliser, la Compagnie de la baie d'Hudson avait dû céder ses droits sur les territoires qu'elle possédait. Cette compagnie, créée deux siècles plus tôt, en 1670, avait tous les droits sur tous les territoires autour de la baie d'Hudson (la Terre de Rupert). Une autre compagnie, la Compagnie du Nord-Ouest, avait les mêmes droits sur toute la partie nord-ouest de l'Amérique du Nord britannique. Lorsque ces deux compagnies fusionnèrent en 1821, elles disposaient d'un immense territoire. Mais la compagnie ne s'occupait que de commerce, et le Canada voulait y introduire une colonisation intensive. C'est pourquoi Londres, d'accord avec Ottawa, obligea la compagnie à céder ses droits en 1869, et en 1870, la couronne britannique offrit l'immense territoire au Canada. L'ensemble fut divisé en deux entités, le Territoire du Nord-Ouest et le Manitoba, qui devinrent en 1870 deux nouvelles provinces du Canada.



1970, n° 427
100^e anniversaire
Entrée du Manitoba dans la confédération



1995, n° 1415
125^e anniversaire



1970, n° 426
100^{ème} anniversaire de l'entrée du Territoire du Nord-Ouest dans la confédération

En 1873, la ville de Winnipeg fut choisie comme capitale du Manitoba. C'était le site où Pierre Gaultier de Varennes et de La Vérendrye avait créé en 1738 un premier poste, appelé Fort Rouge. Le nom de Winnipeg ne fut cependant employé qu'à partir de 1876.



1974, n° 533
Centenaire de la ville de Winnipeg

En 1874, un fort contingent de Mennonites russes arriva à Winnipeg. Ils avaient émigré parce qu'en Russie, ils n'étaient pas exempts de service militaire : l'emploi des armes était contraire à leur religion.



1974, n° 543
Centenaire de l'arrivée des Mennonites russes à Winnipeg

Nous avons également déjà vu qu'en 1866, l'île de Vancouver et le territoire continental du Pacifique s'étaient réunis pour former la colonie de la Colombie britannique, avec Victoria, à la pointe méridionale de l'île de Vancouver, comme capitale. En 1871, cette colonie entra aussi dans l'Union, et devint la septième province du Canada. (Par souci d'exactitude, il faut signaler que le Nord-Ouest n'était pas - et n'est toujours pas - une province, mais un "territoire").



1971, n° 464
100^e anniversaire

Entrée de la Colombie britannique dans la confédération



1996, n° 1469
125^e anniversaire

En 1873, c'était au tour de l'île du Prince Édouard, qui s'était abstenue en 1867, de rejoindre le Dominion, qui se constituait ainsi rapidement comme une immense entité, recouvrant toute l'Amérique du Nord.



1973, n° 502
100^e anniversaire de l'entrée de l'île du Prince Édouard dans la confédération

Il est évident que le développement des provinces et territoires de l'ouest et du nord demandait un maintien d'ordre et une protection efficace contre les nombreux aventuriers et brigands qui cherchaient par des moyens illégaux et criminels à s'enrichir le plus rapidement possible. À cet effet, le Canada instaura en 1873 un service d'ordre spécial pour ces régions encore sauvages, la "North West Mounted Police" qui devint célèbre avec son uniforme rouge et large chapeau, sous le nom simplifié de police montée.



1935, n° 185

La police montée



1982, n° 788



1973, n° 495/497

Centenaire de la fondation de la police montée

Le premier timbre représente George Arthur French, premier "commissioner" de la police montée

L'installation d'un chemin de fer transcontinental contribua énormément au développement et à la colonisation de ces nouvelles provinces, encore sauvages. Ce travail, déjà projeté en 1872, fut d'une incroyable complexité, à cause des distances, de la topographie (e.a. les Rocky Mountains) et du climat. Il fallut attendre 1885 pour voir la "Canadian Pacific Railway Company" terminer le travail. Ce chemin de fer avait entraîné la démission du gouvernement de John Macdonald en 1873, suite à des accusations - probablement fausses - de pots de vin.

Dans ce qui actuellement le Manitoba vivaient vers 1870 12.000 colons, dont 10.000 métis. En apprenant que le territoire allait entrer dans la confédération sous le nom de province du Manitoba, ils croyaient perdre tous les avantages que leur totale indépendance leur procurait, ainsi que leurs droits de propriété. Un métis local, Louis Riel, prit la tête des métis et organisa une véritable révolte, appelée la "Résistance de la Rivière Rouge". Bien que Riel obtint gain de cause sur la grande majorité de ses exigences concernant la création du Manitoba comme province canadienne, ses excès et ses violences se tournèrent contre lui, et après avoir été battu par les troupes fédérales en 1870, il dut s'exiler aux États-Unis.

Il revint au Canada en 1884 pour prendre de nouveau la tête des métis, cette fois-ci dans le nord-ouest, où, suite à l'installation du chemin de fer transcontinental, les métis avaient les mêmes aspirations et les mêmes craintes que leurs confrères du Manitoba en 1870. Après quelques victoires, Riel et son lieutenant Gabriel Dumont furent battus à la bataille de Batoche du 9 au 12 mai 1885. Dumont parvint à s'enfuir, mais Riel, atteint de troubles mentaux, fut arrêté et exécuté le 16 novembre 1885.



2019, n° 3650
150^e anniversaire de la
"Résistance de la Rivière Rouge"



1970, n° 436
Louis Riel



1985, n° 908
Gabriel Dumont
Centenaire de la bataille de Batoche

Après la mort de John Macdonald, le 6 juin 1891, qui avait été premier ministre du Canada pendant 19 années, quatre ministères conservateurs se succédèrent en cinq ans. Ils furent tous confrontés aux problèmes des écoles du Manitoba : une grande partie de la population y était catholique, mais l'afflux de nouveaux colons anglicans menaçait de supprimer les écoles catholiques. Une solution de compromis ne fut trouvée qu'après 1896, par le gouvernement libéral de Wilfrid Laurier.

Les quatre ministères conservateurs successifs étaient dirigés par :

- John Abbott, de juin 1891 à novembre 1892. Il démissionna pour raison de santé.
- John Thompson, de décembre 1892 à décembre 1894. Catholique, il ne jouissait pas de la confiance des anglicans. Il décéda lors d'une visite à la reine Victoria, à Windsor Castle.
- Mackenzie Bowell, de décembre 1894 à avril 1896. Il chuta sur la question des écoles du Manitoba.
- Charles Tupper, de mai à juillet 1896. C'était de loin le plus éminent des quatre. Il avait été premier ministre de la Nouvelle-Écosse, et il était un des pères de la confédération, ayant participé aux conférences de Charlottetown, Québec et Londres. Âgé de 75 ans, il chuta lui aussi sur la question des écoles du Manitoba, et les élections qui suivirent sa chute donnèrent la majorité aux libéraux. Une nouvelle époque commençait pour le Canada.



1952, n° 253
John Abbott



1954, n° 276
John Thompson



1954, n° 277
Mackenzie Bowell



1955, n° 285
Charles Tupper

Il est plutôt étonnant que les paroles et la musique de l'hymne national canadien, "Ô Canada", créé en 1880, proviennent de deux Canadiens français : les paroles sont d'Adolphe-Basile Routhier et la musique fut composée par Calixa Lavallée. Ce n'est qu'en 1908 que Robert Stanley Weir se chargea d'une version anglaise.



1980, n°s 736/737

Centenaire de l'hymne national canadien.

Le timbre de gauche montre Calixa Lavallée (compositeur), Adolphe-Basile Routhier (parolier français) et Robert Stanley Weir (parolier anglais)

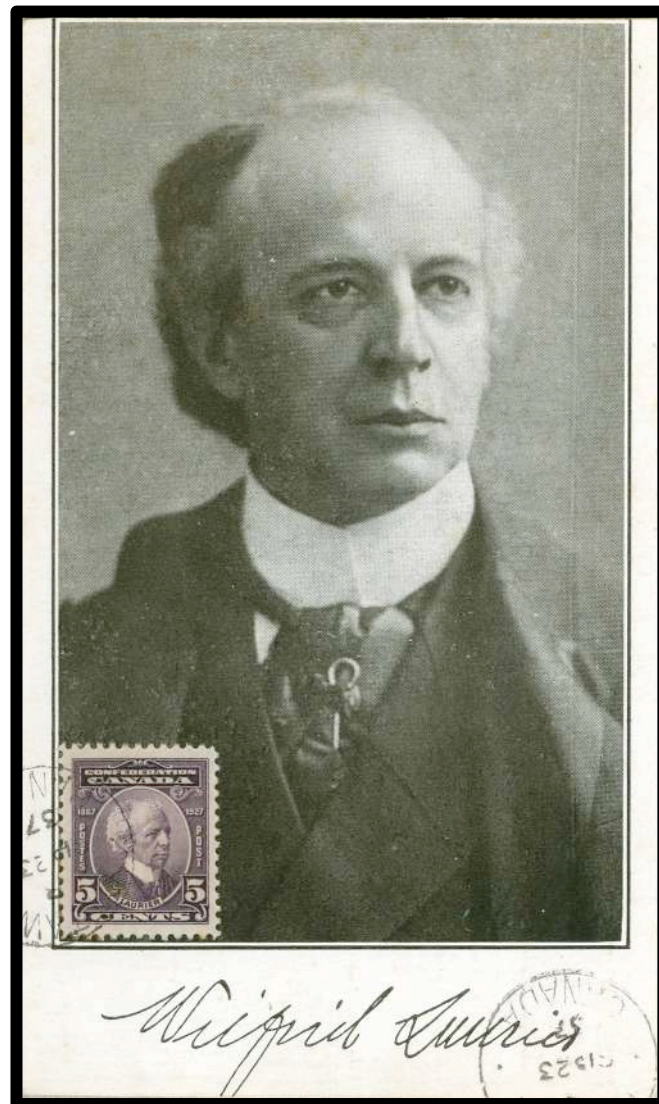
Bien que le pouvoir exécutif au Canada était depuis 1867 entièrement entre les mains du gouvernement responsable devant l'Assemblée, la reine Victoria restait officiellement le chef du dominion : les timbres continuaient à la représenter.



Premier timbre canadien avec le portrait adapté de la souveraine britannique : la reine Victoria en 1893 (facsimilé)

V. Vers le Canada moderne (XX^e siècle)

En juillet 1896, les libéraux gagnèrent les élections, après une très longue période de suprématie conservatrice. Ce fut le libéral Wilfrid Laurier (1841-1919) qui devint premier ministre : il allait rester à la tête du gouvernement pendant 15 ans, de juillet 1896 à octobre 1911. Il fut le premier Canadien français à la tête du gouvernement. Il réussit à être un chef aux visées purement canadiennes, se plaçant au-dessus des oppositions de langue et de culture.



Carte maximum de Wilfrid Laurier

Il réussit rapidement à trouver un compromis au problème des écoles du Manitoba: il n'y aurait pas d'écoles distinctes, mais l'instruction religieuse serait donnée aux enfants conformément aux désirs exprimés par les parents.



1927, n° 124



1927, n° 127

Wilfrid Laurier (à gauche sur le timbre du milieu)



1973, n° 509

Laurier eut le courage de se ranger pleinement et activement, souvent contre l'opinion publique canadienne, au côté de l'Angleterre dans la guerre anglo-boer de 1899 à 1902 en Afrique du Sud. Cette aide militaire renforça l'amitié entre les deux pays.

Wilfrid Laurier eut la chance de pouvoir compter sur un politicien exceptionnel: Oliver Mowat (1820-1903). Il fut un des pères de la confédération, et occupa pendant 25 ans, de 1872 à 1896, le poste de premier ministre de l'Ontario. L'association du francophone Laurier et de l'anglophone Mowat permit au premier de gagner les élections de 1896. Mowat devint ministre de la justice, et termina sa carrière comme gouverneur de l'Ontario.



1970, n° 438

150^e anniversaire de la naissance d'Oliver Mowat

Par contre, Laurier dut combattre un rival qui était cependant originaire du même parti libéral : Henri Bourassa (1868-1952). Bourassa quitta le parti libéral pour marquer son désaccord avec la participation canadienne à la guerre des Boers, et plus tard à la première guerre mondiale. Il devint un opposant virulent à la suprématie de la langue anglaise au Canada, et défendit avec acharnement, surtout au Québec, les droits des francophones.



1968, n° 406

Centenaire de la naissance d'Henri Bourassa

Tout au début de la législature Laurier se situa un événement qui fut très éphémère, mais qui a écrit une page exceptionnelle de l'histoire du Canada : la ruée vers l'or, mieux connue sous le nom de "Klondike Gold Rush", à la fin du XIX^e siècle.

En août 1896, un certain George Washington Carmack découvrit une pépite d'or, dans le Bonanza Creek, un affluent du Klondike, à environ 22 kilomètres de Dawson City, une petite agglomération où le Klondike se jette dans le Yukon.

Dès l'hiver 1896-1897, des masses d'aventuriers partirent pour le Klondike, dans l'espoir de s'enrichir en trouvant de l'or.



1958, n° 304
Chercheur d'or

L'afflux maximum s'est situé début 1898 : des milliers de chercheurs d'or partaient de Seattle, dans le nord-ouest des États-Unis, et de là rejoignaient en bateau Dyea ou Skagway, avant de s'attaquer au trajet vers le Yukon. Partant de Skagway, il fallait traverser le "White Pass", où des chevaux et des mulets pouvaient encore passer, mais partant de Dyea, il fallait franchir le terrible "Chilkoot Pass", qui pour beaucoup était le point final d'une malheureuse aventure.



Une photo du terrible "Chilkoot Pass"



1996, n°s 1463/1467
Le "Klondike Gold Rush"

Les plus persévérants atteignaient Dawson, où ils enregistraient un “claim”, et la chasse aux pépites commençait : beaucoup y laissèrent leur argent, leurs illusions, leur santé et parfois la vie : rares étaient les veinards qui parvenaient à s’enrichir fabuleusement. Alors que Dawson, actuellement dans le Yukon Territory, comptait à peine 1.500 habitants en 1897, il y en avait 30.000 pendant l’été de 1898. Pour gérer cet afflux massif, le gouvernement canadien décida en 1898 de créer un territoire distinct: le Territoire du Yukon.

Cette ruée vers l’or eut cependant aussi un côté scientifique : le géologue Joseph Tyrrell (1858-1957), qui avait déjà effectué plusieurs expéditions dans le nord-ouest canadien, fut envoyé au Yukon pour évaluer la richesse des gisements d’or. Il y réalisa d’importants travaux de géologie, avant de s’installer en 1906 à son compte.



*1989, n° 1092
Expédition de Joseph Tyrrell*

Plus tard vinrent les explorateurs polaires Stefansson et Sverdrup. Vilhjalmur Stefansson (1879-1962) était un Canadien d’ascendance islandaise, qui effectua de nombreuses expéditions dans le grand nord entre 1906 et 1921, explorant et cartographiant au profit du Canada de nouvelles terres arctiques.

Otto Sverdrup (1854-1930) était un Norvégien, compagnon de Fridtjof Nansen. Entre 1898 et 1902, il mena une expédition dans la zone arctique, découvrant des îles qui portent maintenant son nom : les îles Sverdrup. Il voulait faire don de ces îles à la Norvège, mais en 1930, la Norvège renonça à ses droits au profit du Canada. Elles font actuellement partie du Territoire du Nunavut.



*1989, n° 1093
Expéditions de Vilhjalmur Stefansson*



*2004, bloc 69
Expéditions d’Otto Sverdrup*

Le développement progressif de l'ouest nécessita la création de deux nouvelles provinces : le 1^{er} septembre 1905, la création de la province d'Alberta, avec Edmonton comme capitale, et de la province de Saskatchewan, avec Regina comme capitale, fut votée.



1955, n° 282

50^e anniversaire des provinces d'Alberta et de Saskatchewan



1980, n°s 742/743

75^e anniversaire des provinces d'Alberta et de Saskatchewan



2005, n°s 2171/2172

100^e anniversaire des provinces d'Alberta et de Saskatchewan

En 1909, Laurier signa pour le Canada le traité des frontières avec les États-Unis. Ce traité, qui améliora sensiblement les relations entre les deux pays, réglait les différends portant sur la quantité et la qualité de l'eau le long de la frontière entre le Canada et les États-Unis. Cela concernait évidemment en premier lieu la région des Grands Lacs et les chutes du Niagara.



2009, n° 2435

Centenaire du traité des frontières entre le Canada et les États-Unis

Le long cabinet Laurier chuta en 1911 sur la question de la marine militaire : en prévision de la guerre, il voulait développer une imposante marine canadienne, qui, le cas échéant, pourrait être mise à la disposition de la Grande-Bretagne. Son successeur, Robert Borden, se borna à voter une aide financière à la Grande-Bretagne, pour développer sa marine qui devrait, si nécessaire, aussi protéger le Canada.

Robert Laird Borden (1854-1937), conservateur, fut premier ministre du Canada de 1911 à 1920, donc pendant toute la première guerre mondiale. Pendant la guerre, il fut fidèle à ses engagements et de nombreux contingents canadiens s'illustrèrent à la Somme, en Flandre et surtout à Vimy (1917). Cependant, les divisions entre Canadiens français et anglais s'accrochèrent pendant cette période de guerre : les Canadiens français étaient nettement moins enthousiastes à participer à l'effort de guerre dans les armées alliées sous les ordres d'officiers anglophones.

Ayant divisé les libéraux de Laurier à ce sujet, Borden sut gagner les élections de 1917, et se maintenir au pouvoir jusqu'en 1920, malgré son impopularité croissante chez les Canadiens français au Québec. Il prit sa retraite en 1920, et il passa le pouvoir à son successeur Arthur Meighen (1874-1960).



1951, n° 244



1973, n° 510

Robert Laird Borden, premier ministre de 1911 à 1920



France, 1936, n°s 316/317

Monument de Vimy à la mémoire des Canadiens tombés pendant la guerre 1914-18



1968, n° 408

*John McCrae, auteur canadien
du célèbre poème "Flanders Fields"*



2015, n°s 3135 & 3136

100^e anniversaire du poème "In Flanders Fields"

Arthur Meighen fut deux fois premier ministre, deux fois pendant une courte période: de juillet 1920 à décembre 1921, et trois mois en 1926. Il est plus connu comme chef de l'opposition conservatrice aux longs gouvernements du libéral William Lyon Mackenzie King, que comme premier ministre lui-même.



1961, n° 320
Arthur Meighen

Mais l'homme qui a le plus "rempli" les trois décades suivantes fut sans conteste William Lyon Mackenzie King (1874-1950). Il fut à la tête du parti libéral depuis la mort de Wilfrid Laurier en 1919, et il fut celui qui occupa le plus longtemps le poste de premier ministre du Canada, totalisant en trois épisodes 21 ans, soit deux années de plus que John Macdonald à la fin du siècle précédent.

Il fut premier ministre de fin 1921 à juin 1926, de septembre 1926 à 1930, et de 1935 à 1948.



1951, n° 245



1973, n° 511

William Lyon Mackenzie King

Déjà aux élections de 1921, où Mackenzie King obtint la majorité, eut lieu une première politique au Canada : les femmes étaient pour la première fois éligibles, et Agnès Macphail (1890-1954) devint la première femme membre du parlement fédéral.



1990, n° 1159

Centenaire de la naissance d'Agnès Macphail

Tout au début du deuxième ministère Mackenzie King, après le très éphémère deuxième gouvernement Meighen, se déroula à Londres, fin 1926, une conférence d'une extrême importance, car cette conférence est considérée comme le point de départ du Commonwealth britannique.

Le rapport final réglait les relations entre la Grande-Bretagne et les dominions d'une nouvelle façon: *"Les dominions sont des communautés autonomes dans l'Empire britannique, d'égale condition, sans subordination d'aucune sorte à l'égard l'une de l'autre en rien de ce qui touche à leurs affaires intérieures ou extérieures, quoiqu'elles soient unies par une commune allégeance à la couronne et librement associées comme membres du Commonwealth britannique des nations"*.

Cela signifiait pratiquement l'indépendance totale pour le Canada. Le statut de gouverneur général s'en trouvait modifié : il n'était plus le délégué du gouvernement britannique, mais le simple représentant de la couronne, sans aucun pouvoir exécutif. Cela signifiait aussi que le Canada avait maintenant le droit de nommer des représentants diplomatiques dans d'autres pays et d'accepter des ambassadeurs étrangers.

De 1930 à 1935, Mackenzie King dut céder la place à son rival conservateur, Richard Bedford Bennett (1870-1947), qui fut premier ministre de 1930 à 1935. Il eut la malchance d'exercer son mandat pendant la période de la pire dépression économique et financière du siècle, et ne sut que partiellement y remédier : sa politique, copiée du "New Deal" de Roosevelt aux États-Unis, n'obtint pas les résultats escomptés, et il dut céder sa place en 1935 à son éternel rival Mackenzie King, qui commençait ainsi son troisième mandat qui allait durer jusqu'en 1948.



1951, n° 245



1973, n° 511

Richard Bedford Bennett

Les années d'avant-guerre sont entachées d'un aspect moins glorieux de Mackenzie King : il était initialement favorable à Hitler, et alors que la situation devenait de plus en plus intenable pour les populations juives d'Europe victimes de la persécution nazie, le gouvernement de Mackenzie King refusa d'admettre de nombreux immigrants juifs. Il revint à un fonctionnaire de l'état canadien d'exprimer la position du gouvernement en répondant, à la question de savoir combien d'immigrants juifs pourraient entrer au Canada : "Aucun, c'est déjà trop" (None is too many).

Une deuxième ombre au tableau de Mackenzie King, après son refus d'aider les réfugiés juifs avant la guerre, est le traitement qu'il a réservé pendant la guerre aux Canadiens d'origine japonaise, massivement implantés sur les côtes du Pacifique. Ils furent déplacés par milliers dans des camps et des bidonvilles situés plus à l'est, et ne purent regagner leur domicile après la guerre.

Les Canadiens ont participé activement à la deuxième guerre mondiale. Ils se sont surtout illustrés à la tentative ratée de débarquement à Dieppe (19 août 1942), à la campagne d'Italie et au débarquement en Normandie (6 juin 1944).



1992, n° 1286

Le raid sur Dieppe



1993, n° 1349

La campagne d'Italie

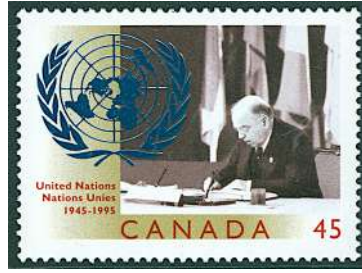


1994, n° 1390

Le débarquement en Normandie

Cependant, lorsque Mackenzie King voulut introduire la conscription, il se heurta de nouveau à une opposition farouche des Canadiens français, tandis qu'il reçut l'appui des anglophones.

Il remporta les élections de 1945, il participa après la guerre à la création de l'O.N.U. et il prit sa retraite en 1948.



1995, n° 1443

Mackenzie King signant la charte des Nations-Unies

Un personnage qui mérite d'être cité est Aaron Mosher (1881-1959). Il fut pendant les ministères Borden, Meighen, Mackenzie King, Bennett et Saint-Laurent le leader incontesté des syndicats. Il a été le président du syndicat des chemins de fer pendant 44 ans, de 1908 à 1952, et défendit pendant un demi-siècle les travailleurs canadiens avec acharnement et compétence.



1981, n° 778

Centenaire de la naissance d'Aaron Mosher

Le successeur de William Lyon Mackenzie King fut Louis Saint-Laurent (1882-1973). Il avait fait partie de plusieurs ministères de Mackenzie King, qui le désigna comme successeur. Il gagna les élections de 1949, et fut premier ministre de 1948 à 1957.



1974, n° 525

Louis Saint-Laurent, premier ministre de 1948 à 1957

Louis Saint-Laurent présida à l'expansion du rôle international du Canada dans le monde de l'après-guerre. Il a été un des artisans de la création de l'O.T.A.N. en 1949, et appuya activement les Nations-Unies dans la guerre de Corée (1950-1953). En 1956, de concert avec son ministre des affaires étrangères Lester Pearson, il contribua fortement à résoudre la crise de Suez. Pearson reçut pour ses efforts le prix Nobel de la paix en 1957.

En politique intérieure, il accentua encore l'autonomie du Canada par rapport aux Royaume-Uni:

- Il fit de la Cour Suprême du Canada le dernier recours d'appel disponible pour les Canadiens, enlevant ce droit au Conseil privé du gouverneur.
- En 1949, il négocia avec Londres un acte permettant au Canada d'amender unilatéralement la constitution.

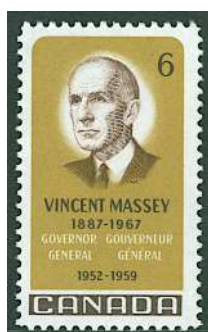
- À partir de 1952, le poste de gouverneur général fut donné à des Canadiens. Avant 1952, c'étaient toujours des Anglais, la plupart de haute noblesse, qui occupaient cette fonction honorifique. Saint-Laurent exigea que dorénavant, ce poste irait à des personnes nées sur le sol canadien. Ce furent généralement des politiciens ou des personnes de haut mérite qui reçurent ce titre honorifique en fin de carrière. Ils furent presque tous honorés par un timbre-poste.



*1977, n° 634
25^e anniversaire du premier
gouverneur général canadien*



*2002, n° 1923
50^e anniversaire du premier
gouverneur général canadien*



*1969, n° 412
Vincent Massey
Gouverneur général de 1952 à 1959*



*1967, n° 395
Georges-Philéas Vanier
Gouverneur général de 1959 à 1967*



*1992, n°s 1283/1284
Roland Michener
Gouverneur général de 1967 à 1974*



*1982, n° 789
Jules Léger
Gouverneur général de 1974 à 1979*



*1994, n° 1352
Jeanne Sauvé
Gouverneur général de 1984 à 1990*



*2004, n° 2063
Ramon Hnatyshyn
Gouverneur général de 1990 à 1995*



*2010, n° 2498
Roméo LeBlanc
Gouverneur général de 1995 à 1999*

Le 31 mars 1949, la Terre-Neuve rejoignit enfin le Canada, devenant ainsi la dixième province, après avoir refusé cette entrée en 1867, et être restée d'abord colonie anglaise, puis dominion.



*1949, n° 229
Entrée de Terre-Neuve dans la confédération canadienne*

Cette évolution du territoire, depuis les quatre provinces du début en 1867 jusqu'à l'entrée de Terre-Neuve comme dixième province en 1949 a été très bien illustrée par une série de timbres montrant l'évolution de la carte géographique canadienne.



*1981, n°s 769/772
L'évolution de la carte géographique canadienne de 1867 à 1949*

Louis Saint-Laurent perdit les élections de 1957, et après une longue prépondérance libérale, ce fut le conservateur John Diefenbaker (1895-1979) qui devint premier ministre, jusqu'en 1963.



*1980, n° 738
John Diefenbaker, premier ministre de 1957 à 1963*

Bien qu'il disposait dès 1958 d'une majorité confortable à l'Assemblée, ses prises de position suscitèrent de nombreuses controverses. Quelques exemples:

- En 1959 il fit arrêter la production de l'Arrow, un avion de chasse à la pointe du progrès. Le Canada ratait ainsi l'occasion de devenir le leader mondial en aéronautique.
- Il refusa la présence d'armes nucléaires sur le sol canadien.
- Très anti-américain, il ne soutint que très mollement le président Kennedy des États-Unis pendant la crise des missiles de Cuba en 1962.

Dans le gouvernement Diefenbaker, il faut mentionner Ellen Loucks Fairclough (1905-2004) qui fut en 1958 la première femme à devenir membre du cabinet fédéral canadien. Elle fut de 1958 à 1962 ministre de la citoyenneté et de l'immigration, et de 1962 à 1963 ministre des postes.



*2005, n° 2167
Ellen Loucks Fairclough, première femme ministre*

Diefenbaker ayant perdu les élections de 1963, c'est le libéral Lester Pearson (1897-1972) qui lui succéda, jusqu'en 1968. Pearson avait déjà obtenu le prix Nobel de la paix en 1957, pour son action diplomatique pendant la crise de Suez en 1956. Son gouvernement décréta un grand nombre de lois sociales : améliorations dans les pensions, les soins de santé, les allocations aux étudiants, etc. Il confirma également le bilinguisme officiel du Canada.



*1973, n° 513
Lester Pearson, premier ministre de 1963 à 1968*



2000, n° 1737

C'est pendant le ministère de Pearson que, le 24 juillet 1967, le général de Gaulle vieillissant prononça à Montréal la malencontreuse phrase "Vive le Québec libre", attisant les conflits linguistiques au Canada, alors que Pearson faisait tout pour les atténuer.

Le 15 février 1965, le nouveau drapeau canadien fut adopté : deux bandes rouges encadrant une large bande blanche avec une feuille d'érable rouge. Le drapeau précédent, employé jusqu'en 1965, rouge avec des armoiries au centre, comprenait encore l'Union Jack dans son coin supérieur gauche.



1965, n° 363

Le nouveau drapeau canadien

C'est également sous Lester Pearson qu'eut lieu à Montréal en 1967 la grande exposition universelle, qui reçut entre le 28 avril et le 27 octobre plus de 50 millions de visiteurs.



1967, n° 390

L'exposition universelle de Montréal 1967

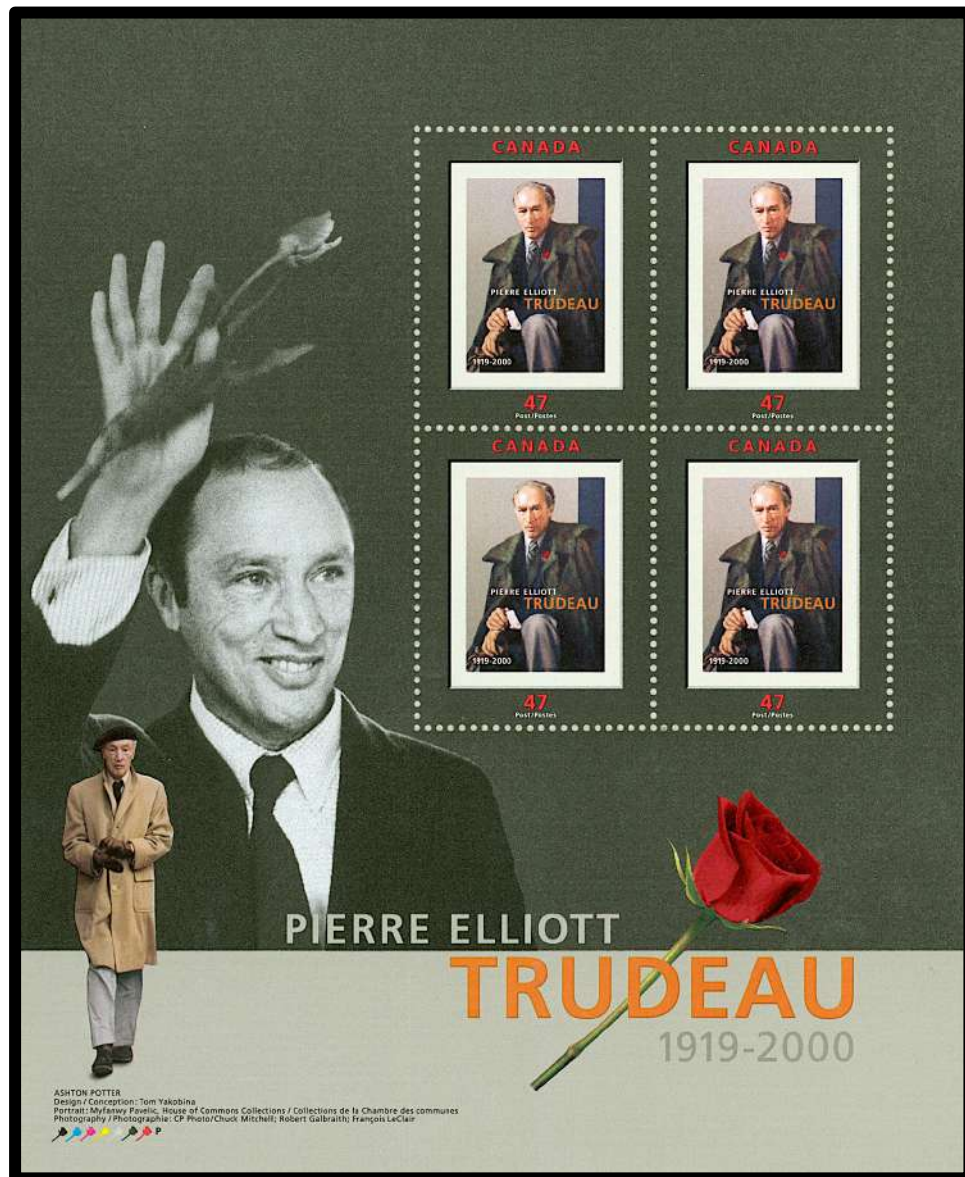
Lester Pearson prit sa retraite fin 1967, et c'est Pierre Trudeau (1919-2000) qui lui succéda. Canadien français, libéral comme son prédécesseur, il fut premier ministre du Canada à deux reprises : de 1968 à 1979 et de 1980 à 1984. Il y eut en 1979-80 un court intermède conservateur, avec le ministère Joe Clark.

Flamboyant, intellectuel, non-conformiste, Pierre Elliott Trudeau donna une impulsion résolument moderne à son gouvernement.

Son plus grand défi était le maintien de l'unité du Canada: dès 1960, le Québec avait commencé à revendiquer son indépendance. Les plus radicaux avaient formé le *Front de Libération du Québec*, qui fomenta des attentats, des actes terroristes et des enlèvements. L'acte le plus spectaculaire fut l'enlèvement et l'assassinat fin 1970 du journaliste et politicien Pierre Laporte.

Son adversaire le plus farouche était le Québécois René Lévesque, fondateur du *Parti québécois* qui revendiquait l'indépendance totale du Québec, et voulait le français comme seule langue officielle de sa province. Le 20 mai 1980, un référendum refusait avec 60% des voix l'indépendance du Québec.

C'est dans ce contexte, pour bien souligner l'unité de son pays, qu'il fit rapatrier la constitution de Londres en 1982.



2001, bloc 59

Pierre Elliott Trudeau, premier ministre de 1968 à 1979 et de 1980 à 1984



1971, n° 469

Pierre Laporte, assassiné le 17 octobre 1970



1982, n° 791

Rapatriement de la constitution au Canada

Un événement majeur pendant le premier gouvernement Trudeau fut l'organisation en 1976 des Jeux Olympiques à Montréal. Malgré le boycott de nombreux pays africains et une organisation parfois débordée, ces Jeux Olympiques furent un succès sportif, qui laissèrent cependant la ville de Montréal avec un gros déficit financier.



*1973, n°s 506/507
Jeux Olympiques de Montréal en 1976*

Après le départ de Trudeau, une nouvelle exposition universelle eut lieu au Canada, après celle de Montréal de 1967 : cette fois-ci à Vancouver, en 1986.



*1986, n°s 947/948 & 952/953
L'exposition universelle de Vancouver en 1986*

Pour terminer, encore quelques mots sur l'archipel arctique canadien. Initialement, personne ne revendiquait ces très nombreuses îles du grand nord, considérées comme sans intérêt, et où vivaient tout au plus quelques rares Inuits.

En 1880, le Royaume-Uni se déclara d'accord pour attribuer ces terres au Canada, surtout par peur qu'elles soit autrement accaparées par les États-Unis.

Le 1^{er} avril 1999, le Canada créa un nouveau territoire, détaché du Territoire du Nord-Ouest : c'est le Territoire du Nunavut, qui englobe une grande partie de l'archipel arctique canadien, et qui est actuellement la plus grande province du Canada, avec plus de 2.000.000 de km². Le territoire est surtout habité par les Inuits, qui luttent actuellement pour la préservation de leur langue et de leurs coutumes.



*1980, n° 726
Centenaire de l'acquisition
de l'archipel arctique*



*1999, n° 1647
Création du Territoire du Nunavut*

Après le ministère de Pierre Elliott Trudeau, il y eut plusieurs premiers ministres, dont les plus importants sont :

- Brian Mulroney (1984-1993), conservateur.
- Jean Chrétien (1993-2003), libéral.
- Paul Martin (2003-2006), libéral.
- Stephen Harper (2006-2015), conservateur.
- Justin Trudeau, le fils de Pierre Elliott Trudeau (2015-2025), libéral.

En 2025, le libéral Mark Carney devient le premier ministre du Canada, et son premier souci est de défendre le Canada face au président américain Donald Trump, qui engage une véritable guerre commerciale avec le Canada, et qui souhaiterait... faire du Canada le 51^e État des États-Unis...

VI. La situation actuelle

Avec la création du Territoire du Nunavut, le Canada comprend donc, outre ses dix provinces, trois territoires, ayant tous trois le parallèle de 60° nord comme frontière méridionale : de l'ouest vers l'est, nous trouvons les Territoires du Yukon, du Nord-Ouest et du Nunavut.



Une première série de timbres fut émise en 1964-1966 (*n°s 343/355*) avec les armoiries des provinces et les fleurs typiques de chaque région. Une deuxième série vit le jour en 1979 (*n°s 707A/707M*), avec les drapeaux des provinces, et une troisième en 1998 (*n°s 1546/1555*), avec de nouveau les drapeaux et le portrait des premiers ministres provinciaux. Le Territoire du Nunavut, qui ne fut créé qu'en 1999, n'est pas représenté dans ces séries.

L'entrée des provinces et des territoires dans la confédération est chronologiquement la suivante:

- 1867 : Ontario, Québec, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick
- 1870 : Manitoba et Territoire du Nord-Ouest
- 1871 : Colombie britannique
- 1873 : Ile du Prince Édouard
- 1905 : Saskatchewan et Alberta
- 1949 : Terre-Neuve
- 1898 : Territoire du Yukon
- 1999 : Territoire du Nunavut

Ontario



Québec



Nouvelle-Écosse



Nouveau-Brunswick



Colombie Britannique



Manitoba



Ile du Prince Édouard



Saskatchewan



Alberta



Terre-Neuve



Territoire du Nord-Ouest



Territoire du Yukon



Le Canada



Bibliographie:

- Firmin Roz, *Histoire du Canada*, éd. Paul Hartmann, 1934.
- Marcel Giraud, *Histoire du Canada*, Presses Universitaires de France, 1971.
- Craig Brown, *Histoire générale du Canada*, éd. du Boréal, 1990.
- *Chronicle of Canada*, Chronicle Publications, Montreal, 1990.
- Et bien sûr les inépuisables ressources d'internet, en premier lieu Wikipedia